

GLISSEMENT DE
TERRAIN À ORAN
**Le Président
Tebboune présente
ses condoléances à la
famille des victimes**

P 16

DESSALEMENT DE L'EAU DE MER,
RÉUTILISATION DES EAUX....

Le ministre de l'Hydraulique expose sa stratégie

Le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, a souligné, dans son discours devant la Commission Habitat, équipement, hydraulique et aménagement du territoire à l'Assemblée populaire nationale (APN), l'importance capitale de la sécurité de l'eau et des perspectives futures du secteur de l'irrigation en Algérie. P 3



AVEC UN PORTEFEUILLE
COMPOSÉ ACTUELLEMENT
DE 44 PME

**La Finalep prévoit des
cessions de ses
participations via la
Bourse**

La Financière algérienne de participation (Finalep), opérant dans le capital-investissement, un mode de financement conçu notamment pour les PME, compte céder cette année ses actions dans des sociétés dans lesquelles elle investit et ce via des introductions en Bourse, ce qui serait une première opération du genre en Algérie.

P 2

INCENDIES AGRICOLES,
ACCIDENTS DE LA ROUTE,
SAISON ESTIVALE 2025 ...

**La protection civile
affine sa stratégie**

À l'approche de la saison estivale 2025, l'Algérie se prépare avec rigueur pour faire face aux défis des incendies agricoles, des feux de forêts, des accidents de la route et des dangers liés à la baignade. La Direction générale de la Protection civile affiche sa mobilisation totale, articulant ses actions autour d'une stratégie renforcée par des moyens humains et matériels, un saut technologique majeur, une coopération régionale active, et une anticipation accrue des défis climatiques.

P 5

CAMPAGNE MOISSONS-
BATTAGE

**«Toutes les wilayas
seront à l'aise en
matière de stockage
de céréales»**

Toutes les wilayas du pays seront à l'aise en matière de stockage de céréales lors de la campagne moissons-battage de la saison agricole en cours (2024-2025), a affirmé, avant-hier à Sétif, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hamid Bensaad.

P 5

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ENERGIE
REÇOIT LE PDG DE LA CNNC

**Vers la production
locale de radio-isotopes P 2**

ICT AFRICA SUMMIT 2025

**Des plates-formes
numériques algériennes
récompensées P 5**

FABRICATION DE MOULES
ET DE SUPPORTS MÉTALLIQUES

**Signature d'un partenariat
entre SNS Holding et une
société chinoise P 16**

BATNA
Coup d’envoi des 1ères journées chirurgicales en gynécologie-obstétrique à l’EPH d’Ain Touta

Le coup d'envoi des premières journées chirurgicales consacrées à la spécialité de gynécologie-obstétrique a été donné dimanche à l'Etablissement public hospitalier (EPH) d'Ain Touta, dans la wilaya de Batna. Au cours de ces journées, qui se poursuivront jusqu'au 1er mai, ce ne sont pas moins de 31 interventions chirurgicales, dont des césariennes complexes et des hystérectomies (ablations de l'utérus), qui seront pratiquées sur des patientes de différentes régions de la wilaya de Batna, a indiqué le directeur de l'EPH, Noureddine Nafissi. Les opérations prévues, encadrées par des spécialistes, sont organisées en coordination avec l'Etablissement hospitalier spécialisé "Mère et Enfant" Meriem-Bouattoura de Batna, sous l'égide de la direction de la Santé et de la Population (DSP), selon le responsable. "Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite de ces journées chirurgicales qui s'inscrivent dans le cadre de la formation continue des personnels médical et paramédical de l'EPH d'Ain Touta afin qu'ils acquièrent de l'expérience dans ce domaine", a encore indiqué M. Nafissi. Il a également rappelé que cet établissement de santé organise chaque année des journées chirurgicales de solidarité au profit des patients, notamment les catégories vulnérables de la wilaya de Batna et de plusieurs autres régions, notamment en chirurgie générale, en chirurgie ophtalmologique (opérations de la cataracte), ainsi que pour traiter des malformations congénitales chez l'enfant et pour poser des prothèses de la hanche et du genou.

AVEC UN PORTEFEUILLE COMPOSÉ ACTUELLEMENT DE 44 PME La Finalep prévoit des cessions de ses participations via la Bourse

La Financière algérienne de participation (Finalep), opérant dans le capital-investissement, un mode de financement conçu notamment pour les PME, compte céder cette année ses actions dans des sociétés dans lesquelles elle investit et ce via des introductions en Bourse, ce qui serait une première opération du genre en Algérie.

Synthèse S R.

« Nous nous attacherons à assurer des cessions de nos parts ou actions dans les sociétés déjà financées par la Finalep/SPA, notamment par le biais d'introductions en Bourse, afin de réaliser des retours sur investissement et de libérer des ressources pour de nouveaux projets », a indiqué à l'APS son directeur général, Saïd Si Amara, soulignant les efforts déployés par cette société pour sensibiliser les acteurs économiques au financement par le capital-investissement. Exercé par cinq sociétés y compris la Finalep, dans le cadre du dispositif national d'appui aux PME, le capital-investissement est l'un des modes alternatifs au financement bancaire d'entreprises. Il prend la forme d'une entrée dans les capitaux d'entreprises (principalement des PME), via un achat de parts sociales, et ce pour une période allant de 5 à 7 ans. Avec un portefeuille composé actuellement de 44 PME réparties sur plusieurs wilayas, « l'objectif principal de la Finalep en 2025 est de mener des opérations de cession de sociétés ayant atteint un niveau de maturité suffisant », ajoute le responsable de cette société créée en 1991. Il a souligné à ce propos que les opérations de sorties ou cessions dans cette activité sont « considérées comme étant l'un des principaux indicateurs de performances d'une société de ca-

pital-investissement ». A fin 2023, la Finalep détenait 55,42% de la valeur totale des prises de participation sur le marché national du capital-investissement, représentant ainsi 24,72% du nombre total de sociétés financées par ce biais, selon le même responsable. S'agissant de la constante progression de ses résultats depuis 2021, elle s'explique note M. Si Amara, par « la performance globale des sociétés de son portefeuille », lesquelles opèrent dans des secteurs et créneaux diversifiés, rentables et à fort potentiel de croissance. Elles sont réparties en trois segments: les sociétés en phase de réalisation, celles en phase d'entrée en activité et celles déjà en activité, a-t-on expliqué. « Certaines entreprises ont ainsi su améliorer leurs activités, ce qui a conduit à une hausse de leurs indicateurs de rentabilité. Cette réussite résulte d'une politique d'accompagnement sur mesure, adaptée à chaque société, visant à les soutenir dans l'atteinte des objectifs fixés, tout en prenant en compte leur situation spécifique », assure le premier responsable de la société.

Un produit d'assurance spécifique en préparation

A terme, la Finalep prévoit, dans le cadre de son plan d'action, d'œuvrer à renforcer son positionnement tout en répondant aux priorités économiques et financières des pouvoirs publics, développer de nouveaux

projets en adéquation avec les orientations stratégiques nationales, en mettant l'accent sur la diversification de son portefeuille, l'exploration de nouveaux secteurs et le soutien à des entreprises à différents stades de développement. Dans ce cadre, elle prépare des actions au profit des opérateurs nationaux afin de vulgariser le marché boursier mais aussi le capital-investissement comme mode de financement alternatif destiné aux PME, souligne le DG de la Finalep qui a fait savoir que les préparatifs sont en cours pour la mise en place d'une nouvelle assurance dédiée exclusivement aux sociétés de capital-investissement, visant à couvrir les moins-values lors de la sortie des investissements. « Nous avons déjà contacté l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance +UAR+ et des compagnies d'assurance afin d'étudier la possibilité de mettre en place ce type de couverture de risques, qui n'existe pas encore. Actuellement, la Finalep a entamé des négociations avec une compagnie d'assurance pour définir les conditions et modalités de ce type de contrat d'assurance », détaille M. Si Amara. En outre, la Finalep compte mettre en place un « plan de formation plus adapté au métier du capital-investissement » et dont les axes ont été arrêtés en collaboration avec un institut spécialisé dans la formation en finance, qui a d'ores et déjà engagé des actions pour concrétiser cette initiative.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ENERGIE REÇOIT LE PDG DE LA CNNC

Vers la production locale de radio-isotopes

Par R E.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, samedi, le PDG de la Compagnie nucléaire nationale chinoise (CNNC), M. Wang Yong, avec lequel il a abordé les voies et moyens de concrétiser le projet de production locale de radio-isotopes, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée au siège du ministère en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargé des Energies renouvelables, Noureddine Yassaâ, du commissaire à l'énergie nucléaire, Abdelhamid Mellah et des cadres des deux parties. L'entretien a été consacré au suivi des relations de coopération existantes entre

le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et la CNNC, notamment en matière d'énergie nucléaire pacifique et ses applications à des fins médicales, ainsi qu'aux perspectives de leur développement, précise la même source. Les discussions ont porté, en particulier, sur l'évaluation de l'état d'avancement des travaux de l'équipe de travail spécialisée, préalablement formée, chargée de la préparation et du lancement de la concrétisation du projet de production de radio-isotopes en Algérie, eu égard à l'importance stratégique de ce projet dans le soutien du secteur de la santé nationale, notamment dans les domaines du diagnostic et de la radiothérapie des maladies, en particulier le traitement des cancers. A cet égard, les scénarios pratiques de production locale de

radio-isotopes ont été évoqués, en mettant l'accent sur la nécessité d'intégrer les compétences nationales et de renforcer la recherche et le développement, contribuant ainsi à garantir la sécurité sanitaire nationale et à ouvrir des perspectives prometteuses pour l'exportation de ces produits vers les marchés régionaux et internationaux. Les deux parties ont débattu des opportunités d'élargissement de la coopération à d'autres domaines, notamment en matière d'échange d'expertise, de formation, de transfert de technologie et de formation spécialisée, ce qui permet de tirer profit des développements scientifiques et techniques dans cette industrie. A cette occasion, le responsable chinois a exprimé « la pleine » disponibilité de la CNNC à soutenir l'Algérie et à l'accom-

pagner dans l'exécution de son projet de production des radio-isotopes, se félicitant des moyens dont dispose l'Algérie en termes d'infrastructures et de compétences humaines qualifiées, et de la ferme volonté politique de booster le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. De son côté, M. Arkab a salué le niveau de coopération établi avec la partie chinoise, exprimant sa satisfaction du progrès réalisé dans ce dossier stratégique. Par ailleurs, le ministre d'Etat a affirmé l'importance de redoubler d'efforts pour accélérer la réalisation du projet de par son impact direct sur l'amélioration des prestations sanitaires nationales et soutenir le développement scientifique et économique du pays, conclut le document.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DESSALEMENT DE L’EAU DE MER, RÉUTILISATION DES EAUX....

Le ministre de l’Hydraulique expose sa stratégie

Le ministre de l’Hydraulique, M. Taha Derbal, a souligné, dans son discours devant la Commission Habitat, équipement, hydraulique et aménagement du territoire à l’Assemblée populaire nationale (APN), l’importance capitale de la sécurité de l’eau et des perspectives futures du secteur de l’irrigation en Algérie.

Par **Sirine R.**

Dans un contexte marqué par les effets négatifs des changements climatiques, qui touchent particulièrement les pays du bassin méditerranéen, le ministre a mis en exergue les mesures prises par le gouvernement sous la direction du président de la République pour renforcer les capacités nationales en matière de gestion des ressources en eau. Le ministre a d’abord rappelé les difficultés rencontrées ces dernières années, notamment la diminution des précipitations, qui a entraîné des pénuries d’eau dans certaines wilayas. Pour y faire face, plusieurs actions urgentes ont été mises en œuvre, telles que la construction de puits et de stations de dessalement, et la mise en place de projets à moyen terme centrés sur l’utilisation des eaux non conventionnelles. M. Derbal a précisé que la stratégie nationale repose sur deux axes majeurs : le renforcement des capacités de dessalement de l’eau de mer et la valorisation des eaux usées traitées. Le programme national de dessalement, selon le ministre, comprend la construction de cinq grandes stations sur le littoral, ce qui permettra de produire 3,8 millions de mètres cubes d’eau dessalée par jour, garantissant ainsi un approvisionnement durable et régulier en eau potable pour les régions côtières et les Hauts-Plateaux.

Selon le ministre, les investissements lancés par l’État ont permis d’obtenir des résultats très positifs, positionnant notre pays parmi les leaders régionaux et même internationaux en matière de service public de l’eau. À titre d’exemple, dira-t-il, « notre pays a atteint un taux de raccordement national aux réseaux de distribution d’eau potable de 98%, un taux très avancé, ainsi qu’un taux de raccordement aux réseaux d’assainissement de 93%, sans oublier l’irrigation de vastes superficies agricoles via des périmètres irrigués alimentés par des barrages ou des puits». Lors de son intervention, le ministre a précisé que les ressources en eau en Algérie se répartissent en quatre catégories. « Nous comptons près de 290 000 forages à travers le pays, produisant 7,4 milliards de m³ par an ; 81 barrages et 600 petites installations avec une capacité totale de collecte supérieure à 8,6 milliards de m³ et la production de 840 millions de m³ par an par les stations de dessalements, avec une augmentation progressive de cette capacité pour renforcer la dépendance à l’eau dessalée pour l’approvisionnement en eau potable», a souligné le ministre. Ainsi, le pays dispose de 233 stations de traitement, avec une capacité théorique de plus de 1,1 milliard de m³ par an. « Actuellement, 601 millions de m³ sont traités annuellement et une partie est réutilisée pour l’agriculture et l’industrie. Ce volume

sera doublé grâce à la mise en œuvre du programme national de réutilisation des eaux traitées en agriculture et industrie», indique-t-il. Taha Derbal a réaffirmé la volonté de l’État de garantir la sécurité de l’eau pour tous les citoyens, sans exception, en continuant de développer des infrastructures modernes et durables, tout en adoptant des pratiques économes en eau dans les secteurs clés comme l’agriculture. Dans ce cadre, le secteur de l’hydraulique a lancé un programme important visant, dans sa première phase, à mettre en place de nouveaux systèmes d’assainissement et à réhabiliter les systèmes existants, afin de permettre un traitement des eaux usées de haute qualité, facilitant ainsi leur réutilisation sans restriction. Une deuxième phase du programme sera lancée pour inclure des projets supplémentaires qui contribueront à atteindre l’objectif souhaité, en améliorant également l’environnement et la protection de la santé publique. Il est également prévu d’étendre l’utilisation, ajoute le ministre, de ces eaux traitées non seulement pour l’agriculture et l’industrie, mais également pour l’irrigation des espaces verts urbains, et pour alimenter le projet du "mur vert" en cours. Le ministre a conclu en soulignant l’importance de l’engagement du gouvernement dans la gestion de l’eau comme un pilier essentiel de la sécurité alimentaire du pays.

FRONT INTÉRIEUR, STABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Une équation gagnante pour l’Algérie

Par **Mourad A.**

Dans un contexte international instable, où la croissance économique mondiale vacille, l’Algérie fait figure d’exception. Portée par une dynamique de développement ambitieuse et soutenue par un front intérieur consolidé, elle trace sa voie vers un avenir plus stable et souverain. Pour Hacene Kacimi, expert en géopolitique et questions sécuritaires, l’Algérie connaît aujourd’hui une révolution silencieuse qui fait beaucoup de bruit, parce qu’elle dérange ceux qui n’acceptent pas de la voir prospérer. Alors que de nombreux pays enregistrent une croissance économique stagnante, l’Algérie affiche fièrement un taux de croissance supérieur à 4% en 2024. Ce résultat remarquable est d’autant plus notable qu’il intervient dans un environnement régional marqué par des tensions persistantes, notamment au Sahel et dans le voisinage immédiat. « Dans une conjoncture mondiale où pratiquement la croissance est à peu près nulle, l’Algérie sort du lot », a rappelé Hacene Kacimi lors de son passage sur la « Chaîne III » de la radio nationale. Cette performance économique s’appuie sur de vastes programmes d’investissements, notamment dans les infrastructures. La visite récente du président de la République à Béchar illustre cette volonté de développer les régions frontalières, considérées comme des zones stratégiques pour la stabilité et la croissance future du pays. « Béchar devient

le futur pôle économique et industriel du sud-ouest algérien », a souligné l’expert, évoquant la symbolique forte de la présence présidentielle sur place. Parmi les projets emblématiques, le gigantesque chantier ferroviaire reliant Béchar à Tindouf est en cours de réalisation. Long de plus de 1 000 kilomètres, ce projet stratégique vise à relier le nord au sud et à intégrer les mines de Gara Djebilet au circuit économique national. L’investissement total est estimé à 10,5 milliards de dollars, soit 1,5 milliard de dollars par an sur une période de 10 ans, entièrement financé par les ressources propres de l’Algérie. Selon Hacene Kacimi, « il s’agit d’un vieux rêve de l’Algérie indépendante qui est en train de se concrétiser sous nos yeux ». L’extension du réseau ferroviaire favorisera non seulement l’essor économique des régions frontalières, mais aussi l’aménagement du territoire, la création d’emplois, et la consolidation de la stabilité démographique. La stabilité intérieure de l’Algérie repose aussi sur son ambition de se projeter dans l’économie du futur. L’État a investi massivement dans les infrastructures numériques avec 300 000 kilomètres de fibres optiques déployés à travers le pays, y compris dans les zones les plus reculées. « L’Algérie est profondément engagée dans la bataille du numérique, de l’intelligence artificielle et de la communication », a affirmé l’expert. Ce saut technologique s’inscrit dans une stratégie globale visant à assurer l’autonomie du pays dans des secteurs-clés

: agriculture, sécurité alimentaire, santé, technologies. Cette approche traduit une volonté politique forte de ne pas dépendre des aléas du marché mondial. Dans son analyse, Hacene Kacimi a insisté sur l’importance de maintenir un front intérieur solide face aux tentatives de déstabilisation. La stabilité sécuritaire, assurée par des politiques publiques rigoureuses et une gouvernance renforcée, est selon lui le premier pilier du développement économique. « Quand la sécurité est là, quand le citoyen est protégé, la population soutient naturellement les pouvoirs publics », a-t-il expliqué. La récente adoption d’un projet de loi sur la mobilisation générale illustre cette vigilance permanente. Face aux défis migratoires, aux pressions extérieures et aux spéculations économiques internes, l’Algérie a su montrer une capacité de réaction rapide, notamment par des actions fermes contre les réseaux criminels et spéculateurs. Pour Kacimi, la stratégie algérienne est claire : renforcer la souveraineté sur tous les plans, économique, numérique et alimentaire, afin de préserver l’indépendance du pays dans un monde où « l’autonomie totale n’existe pas, mais où il est vital de sécuriser ses secteurs stratégiques ». La multiplication des mégaprojets industriels, agricoles et miniers dans les différentes régions du pays, combinée à la modernisation numérique et à une gouvernance proactive, dessine progressivement une Algérie plus forte, plus résiliente et plus influente sur la scène internationale.

ICT AFRICA SUMMIT 2025

Des plates-formes numériques algériennes récompensées

Des plates-formes administratives numériques algériennes ont été récompensées dans le cadre de la 25ème édition du Sommet africain des technologies de l’information et de la communication "ICT Africa Summit 2025", qui s’est tenu à Alger du 21 au 23 du mois courant, indique, dimanche un communiqué du Commissariat du Sommet. Les plates-formes distinguées sont: l’entrepreneur (Anae.dz) ayant reçu le prix de l’excellence en interopérabilité, l’application "Baridi-Mob", celui de la meilleure application fintech, la plate-forme de télé-déclaration de la CNAS, récipiendaire du prix du meilleur service numérique destiné aux entreprises et Algérie-Télécom qui a été récipiendaire du prix spécial de "reconnaissance pour sa contribution continue au développement des infrastructures numériques", précise la même source. Les applications lauréates figurent parmi la douzaine sélectionnée sur une centaine étudiées et sont considérées comme "les plus utilisées et les plus répandues auprès des citoyens et des entreprises", est-il ajouté. Il s’agit de "Qassimatouka", "Moussahama'tic", "Jibaya'tic", "Banxy", "Progresse", "Anae.dz", "AADL", "BaridiMob", "Nesda.dz", des portails des ministères de la Justice et de l’Intérieur ainsi que de la plate-forme "e-servicesculture.dz". L’évaluation des services en ligne s’est basée sur les critères d’accessibilité, d’interactivité, d’expérience utilisateur et d’interopérabilité, ajoute le communiqué, notant que cette initiative s’inscrit dans "un contexte de la dynamique accélérée de l’Algérie dans le domaine de la transformation numérique et dans le cadre de l’ancrage d’une culture de reconnaissance et de valorisation des efforts". De même qu’elle "ne se veut pas simplement un classement mais un acte symbolique, porteur d’un message de remerciement à tous ceux qui œuvrent dans l’ombre", lit-on encore. Sont particulièrement cités "les ingénieurs et administrateurs ayant contribué à la construction d’un écosystème numérique au service du citoyen et à la simplification des démarches administratives", est-il ajouté. Tout en réaffirmant "l’engagement à continuer de soutenir cette dynamique et à accompagner tous les acteurs du secteur d’atteindre les objectifs de l’Algérie numérique, les organisateurs de "ICT Africa Summit" ont relevé "la participation exceptionnelle" à la dernière édition de cet événement, confirmant "son positionnement comme rendez-vous incontournable du numérique en Afrique". Ainsi, 13 pays (outre l’Algérie) et plus de 90 exposants y ont pris part, 150 marques nationales et internationales y ont été représentées et plus de 10.000 visiteurs professionnels s’y sont rendus alors que plus de 150 conférences et panels y ont été organisés durant les 3 jours du sommet. "Cet événement a été une plate-forme d’échanges, d’innovation et de partage d’expériences, renforçant ainsi les synergies entre les acteurs du numérique africain et international", conclut le communiqué.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Ouverture d’une boutique Free shop

Une boutique Free shop a été ouverte, samedi à l'Aéroport international Houari Boumedienne d'Alger, présentant plusieurs marques nationales et internationales. Dans une déclaration à la presse, le Président directeur général (PDG) de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni, a affirmé que la superficie totale de ce Free shop, appelé "Horizon", est de 2 400 mètres carrés, ajoutant que la SARL Salvo Grima Group Duty Free Algiers, qui a remporté le contrat d'exploitation du Free shop, a aménagé cet espace "avec une main-d'œuvre algérienne et en utilisant des matériaux locaux". L'exploitation de ce Free shop a commencé aujourd'hui progressivement, l'espace devant être pleinement utilisé d'ici le début du mois de mai prochain, selon les déclarations de M. Mediouni qui a salué les moyens déployés par la société exploitante et son engagement à fournir une structure moderne répondant aux normes internationales. De son côté, le gérant de la SARL Salvo Grima Group Duty Free Algiers, Mohamed Salah Belhouchet, a affirmé que les derniers produits de marques internationales seront disponibles au Free shop de l'aéroport international d'Alger, ajoutant que la première partie du Free shop, qui a ouvert aujourd'hui, ne représente que 30 % de la superficie totale. A cet égard, il a expliqué que lorsque la deuxième partie ouvrira, le Free shop sera divisé en plusieurs espaces selon la nature des produits (parfums, cosmétiques, chocolat, jouets, vêtements de luxe, bijoux, ..etc). Par ailleurs, de nombreux voyageurs algériens et étrangers ont exprimé leur satisfaction quant à l'ouverture de ce Free shop, à la qualité des produits, aux prix "compétitifs" et au "bon accueil". Pour rappel, un contrat de location de la superficie du Free shop a été signé en janvier dernier, entre l'aéroport international d'Alger et la SARL Salvo Grima.

EDUCATION

3270 écoles dotées de tablettes électroniques à l’échelle nationale

Un total de 3270 écoles ont été dotées de tablettes électroniques à l'échelle nationale, a fait savoir, samedi, le directeur des systèmes d'information au ministère de l'Education nationale, Amara Ghalem. Intervenant en marge de la conférence nationale sur "l'évaluation de la transition numérique dans le secteur de l'éducation nationale", dont les travaux se poursuivent pour deux jours, M. Ghalem a déclaré à l'APS que "le ministère avait misé sur l'équipement d'au moins une école par commune à travers le territoire national en

tablettes électroniques". Soulignant que "le nombre des écoles équipées en tablettes à ce jour s'élève à 3270", l'intervenant a ajouté que le ministère compte couvrir "50% des écoles primaires par ces équipements avant la prochaine rentrée scolaire". Il a évoqué, dans ce sens, "les étapes importantes franchies par le ministère de l'Education nationale en matière de numérisation de plusieurs procédures réglementaires, administratives et de services, à travers la conception et le développement de plusieurs plateformes numériques". Parmi les réalisations accomplies, la plateforme des enseignants (Ostad.education.dz), celle dédiée à l'évaluation des acquis (Taqim.education.dz), la plateforme "Ma-

widy" dédiée à la prise de rendez-vous pour l'authentification des diplômes, le service dédié aux questionnaires et aux sondages d'opinion et la nouvelle version du site web du ministère, annoncée, samedi, à l'occasion de la conférence. M. Ghalem a également rappelé que le secteur a adopté la politique "zéro papier" dans les procédures d'inscription aux examens officiels. Quant aux parents d'élèves, le même responsable a évoqué "l'espace élèves" à travers lequel ils peuvent consulter les bulletins de notes, les demandes de transfert, d'orientation et de réorientation, mettant en avant la volonté du secteur de numériser à 100% toute l'opération afin d'éviter les déplacements.

SALON INTERNATIONAL DU TOURISME À ORAN

Plus de 11.000 visiteurs professionnels enregistrés

La 15e édition du Salon international du tourisme, des voyages, des transports, des équipements et des services pour l'hôtellerie et la restauration, qui a clôturé ses activités, samedi soir à Oran, a attiré plus de 11.000 visiteurs professionnels, ont indiqué les organisateurs. Cette édition a connu une "forte affluence de visiteurs, avec plus de 11.000 professionnels dans les domaines du tourisme, des services hôteliers, du transport et de la restauration", a déclaré à l'APS le directeur du salon, Nouredine Douadi. L'événement, qui s'est tenu au Centre des conventions "Mohamed Benahmed", a permis "la signature de plusieurs accords entre des agences de voyages et des établissements hôteliers, et entre des plateformes de réservation et des hôtels, en vue de promou-

voir la destination Algérie et développer le tourisme national", selon un communiqué de l'agence de communication et d'événementiel "Astra", organisatrice de l'événement. Cette 15e édition, organisée sous le patronage de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, et du wali d'Oran, Samir Chibani, a réuni plus de 200 exposants d'Algérie et de neuf autres pays, dont l'Egypte, la Tunisie, la Turquie, la Russie, l'Inde, l'Ouganda et la Tanzanie. L'événement, qui a duré quatre jours, a été réparti sur deux pavillons, le premier dédié aux secteurs du tourisme, du voyage, du transport, des banques, des assurances et des centres de formation dans le domaine touristique et le second réservé aux acteurs des services hôteliers et de la restauration.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 أفريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Avril 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	84	94	74	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	94	107	82	الطماطم	
	Oignon sec	58	66	51	البصل الجاف	
	Ail sec	619	707	531	الثوم الجاف	
	Carotte	72	82	63	الجزر	
	Navet	100	110	89	لفت	
	Petit pois	158	176	140	الجلبانة	
	Fève verte	89	102	77	الفاول الاخضر	
	Courgette	96	109	83	الكوسة	
	Haricot vert	283	307	260	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	90	101	79	الخس	
Fruits frais	Orange	114	143	84	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	124	149	98	الليمون	
	Pomme locale	546	662	431	التفاح المحلي	
	Datte	547	693	402	التمر	
	Banane	460	476	439	الموز	
	Fraise	303	342	265	الفراولة	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1773	1901	1645	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	363	375	351	الدجاج	
	Œufs (Unité)	14	15	13	الببيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	410,00	NC	0,00	-2,06	-3,14	7,91	7,32	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 401,00	1401,00	0,00	0,06	0,06	0,00	-	1200	1 681 200,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,85	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	1,70	1,32	12,10	5,43	33494	77 036 200,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,64	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,29	2,03	-	0	0,00

INCENDIES AGRICOLES, ACCIDENTS DE LA ROUTE,
SAISON ESTIVALE 2025 ...

La protection civile affine sa stratégie

À l'approche de la saison estivale 2025, l'Algérie se prépare avec rigueur pour faire face aux défis des incendies agricoles, des feux de forêts, des accidents de la route et des dangers liés à la baignade. La Direction générale de la Protection civile affiche sa mobilisation totale, articulant ses actions autour d'une stratégie renforcée par des moyens humains et matériels, un saut technologique majeur, une coopération régionale active, et une anticipation accrue des défis climatiques.

Par Mourad A.

La campagne nationale de prévention estivale, qui débute officiellement le 1^{er} mai 2025, intègre un large éventail de risques saisonniers. En plus des feux de forêts et des incendies agricoles, la stratégie cible les accidents de la circulation et les noyades, notamment en zones balnéaires et rurales. Cette approche holistique renforce la résilience des territoires face aux menaces croissantes de l'été. Lancée dès le 22 avril à partir d'Adrar, la campagne de sensibilisation auprès des agriculteurs dans le sud du pays s'inscrit dans cette logique de protection préventive. L'objectif est clair : « Faire de l'agriculteur un acteur central de la chaîne de prévention, en le dotant des connaissances nécessaires avant, pendant et après la récolte », a souligné le colonel Farouk Achour, inspecteur à la direction générale de la Protection civile lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la radio nationale. Grâce à cette approche proactive, les résultats sont encourageants : les incendies agricoles ont connu une baisse significative de 27 % en 2024 par rapport à 2023. Face à l'extension rapide des surfaces agricoles dans les wilayas du Sud, la Protection civile mise sur la formation de terrain et des actions concrètes pour accompagner les agriculteurs dans la

sécurisation de leurs investissements. Dans un souci d'efficacité et de modernité, la Protection civile a entrepris une véritable révolution technologique. L'utilisation de plateformes numériques et de solutions basées sur l'intelligence artificielle permet aujourd'hui un traitement instantané des données de terrain, optimisant ainsi les délais d'intervention. « Grâce aux nouvelles technologies, nous avons pu gérer plus de 1,2 million de demandes de secours en 2024, soit une intervention toutes les 30 secondes », a précisé le colonel inspecteur. Ce système de gestion avancé permet une cartographie en temps réel des risques et une réactivité sans précédent. Le déploiement de moyens matériels modernes s'accompagne d'un renforcement des ressources humaines spécialisées. En plus des nouvelles unités mobiles mises en service pour répondre aux besoins des zones enclavées ou à fort risque, la Protection civile a renforcé ses capacités en matière de lutte contre les incendies de forêt. Le nombre de brigades spécialisées est passé de 5 à 6 brigades régionales en 2025. Le colonel Achour a également souligné : « Nous avons investi dans l'acquisition de nouveaux camions d'intervention adaptés aux forêts, ainsi que dans la formation de plongeurs spécialisés, désormais présents même dans les wilayas du Sud, auparavant non

couvertes ». Ce dispositif vise une couverture plus équilibrée et un temps de réponse optimal sur tout le territoire. Au-delà du territoire national, l'expertise algérienne en matière de protection civile séduit à l'échelle régionale. En 2024, l'Algérie a formé 24 officiers issus de 12 pays arabes dans la gestion des feux de forêts et la coordination des opérations terrestres et aériennes. « La protection civile algérienne est aujourd'hui reconnue pour son expérience et son savoir-faire, notamment dans la gestion intégrée des risques naturels », s'est félicité Farouk Achour. Cette coopération témoigne du rôle croissant de l'Algérie dans les initiatives régionales de sécurité civile. Malgré les avancées, le colonel Achour a rappelé que la vigilance reste de mise : « Le changement climatique impose de revoir sans cesse nos stratégies. Chaque année, la température augmente, rendant notre mission plus complexe ». La stratégie adoptée pour 2025 repose donc sur une approche résolument préventive, basée sur l'anticipation des risques, la présence permanente sur le terrain, et l'intégration de solutions technologiques de pointe. La priorité est donnée à la réduction des délais d'intervention, à la coordination des efforts intersectoriels et à la formation continue des équipes pour faire face aux risques naturels et humains de plus en plus intenses.

JOURNÉE MONDIALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

Renforcement des mesures préventives et consolidation de l'arsenal juridique

Par R. E.

L'Algérie célèbre, aujourd'hui, à l'instar des autres pays, la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, tout en poursuivant les efforts visant à renforcer et à promouvoir sa politique nationale de prévention des risques professionnels. Dans une déclaration à l'APS, le directeur des relations de travail au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Si Youcef Abdelkrim, a affirmé que l'Algérie s'est dotée d'un "arsenal juridique important, relatif à la sécurité et à la santé au travail, et qui comprend un ensemble de textes législatifs et réglementaires couvrant tous les aspects de la prévention dans ce domaine, l'objectif étant de protéger les travailleurs contre les accidents de travail et les maladies professionnelles". Il a évoqué, dans ce cadre, la loi n 88-07 promulguée en 1988, relative à la prévention sanitaire, à la sécurité et à la médecine du travail, et qui prévoit une série de dispositions pour "garantir un environnement de travail sûr et sain et des conditions préventives dans le milieu professionnel". Le responsable a également évoqué le "Profil algé-

rien" pour la sécurité et la santé au travail, un "document de référence" adopté en 2023, permettant d'"expliquer le système national de santé et de sécurité professionnelles ainsi que le cadre juridique y afférent, et de connaître les plans d'action dans ce domaine". Sur le plan institutionnel, de nombreux organismes nationaux relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ont été institués. Ces organismes sont chargés de la protection sanitaire et de la sécurité au travail et veillent à la mise en œuvre de la politique nationale de prévention des risques professionnels. Parmi ces organismes, figurent l'Institut national de prévention des risques professionnels (INPRP), l'Organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (OPREBATPH), l'Institut national du travail et l'Entreprise de médecine du travail EPE PRESTIMED. Au niveau international, l'Algérie a ratifié un nombre important de conventions internationales dans ce cadre, notamment la convention n 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, a précisé le même respon-

sable. De son côté, le Directeur Général de l'EPE PRESTIMED médecine du travail, M. Anis Boutoutou, a affirmé que son organisme avait enregistré une "hausse significative" dans les activités qu'il mène dans le domaine de la médecine du travail, comme les examens médicaux périodiques au profit des travailleurs, ce qui représente un "indicateur positif" dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail. De son côté, l'inspecteur général du travail, M. Ammar Guemri, a rappelé que le travail d'inspection mené par cet organisme contribue à l'amélioration des conditions de travail en matière de sécurité et de santé professionnelles, notamment à travers le contrôle de la mise en œuvre des lois. Il a précisé, à ce propos, que les services de l'Inspection du travail ont effectué, au cours du premier trimestre 2025, des visites d'inspection et de contrôle des conditions de travail en matière de sécurité et de santé professionnelles, couvrant "34.959 employeurs du secteur économique". Il a souligné que l'Inspection du travail mène également des activités de sensibilisation sur les dispositions de la loi relative à la prévention des risques professionnels.

CAMPAGNE
MOISSONS-BATTAGE

« Toutes les wilayas seront à l'aise en matière de stockage de céréales »

Toutes les wilayas du pays seront à l'aise en matière de stockage de céréales lors de la campagne moissons-battage de la saison agricole en cours (2024-2025), a affirmé, avant-hier à Sétif, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hamid Bensaad. «Un grand nombre de dépôts de stockage de céréales seront livrés en juin prochain à l'occasion de la campagne des moissons», a souligné le même responsable dans une déclaration à la presse avant l'ouverture, en présence du wali de Sétif, Mustapha Lihmani, des travaux d'une rencontre régionale d'évaluation des préparatifs de la prochaine campagne moissons-battages, du programme de culture de tournesol et de maïs et de la réalisation de dépôts de proximité pour le stockage de céréales, organisée à l'université Ferhat-Abbas de Sétif en présence de cadres et d'acteurs concernés venus de 17 wilayas de l'est du pays. «La stratégie adoptée par les autorités supérieures du pays devrait permettre à l'Algérie d'atteindre l'objectif fixé, à savoir l'autosuffisance», a encore souligné M. Bensaad, ajoutant, à ce propos, que les agriculteurs, «soutenus et disposant de tout ce dont ils ont besoin, notamment en matière d'accompagnement technique, de semences, d'engrais et de pesticides, se doivent de s'engager dans cette voie». De son côté, le wali de Sétif a salué, dans une allocution prononcée en ouverture de cette rencontre d'évaluation, les efforts consentis par l'Etat pour promouvoir le secteur agricole à travers les facilités accordées aux agriculteurs et les mécanismes de renforcement des capacités de stockage des céréales par la construction de centres de proximité et de silos dans le cadre de la vision prospective du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui s'est engagé à réaliser la sécurité alimentaire et à libérer l'économie de la dépendance aux hydrocarbures. La rencontre s'est tenue en présence des autorités locales, du secrétaire général de la Chambre nationale de l'agriculture, du président du Conseil national de la filière céréalière, d'un représentant de l'Union nationale des paysans algériens, des directeurs des services agricoles et des coopératives de céréales et des légumes secs (CCLS), de cadres du secteur agricole et de partenaires.

R. E.

AÏN TEMOUCHENT
**Six sites réservés
à la collecte et à
la vente des
moutons
importés pour
l'Aïd**

La wilaya d'Aïn Temouchent a réservé six sites pour la collecte et la vente des moutons importés à l'occasion de l'Aïd El-Adha, a indiqué, samedi, le wali Mabrouk Ouled Abdennebi. Dans ce cadre, 1.911 têtes ovins seront dirigées vers une ferme dans la commune de M'saïd, 1.511 autres vers un point de vente dans la commune de Oulhaça, en plus de 800 têtes à Aïn Tolba et 600 têtes dans la zone industrielle de la commune d'Aïn Temouchent, a précisé le wali, lors d'une réunion du Conseil exécutif de la wilaya. Par ailleurs, 1.000 moutons seront répartis équitablement entre deux points de vente situés dans les communes de Chaâbat El-Lham et Aïn Kihel. Il s'agit de la première partie du quota prévu, dont la réception est attendue dans les prochains jours. De son côté, la Secrétaire générale de la wilaya, Zahra Bousbaâ, a affirmé que 92 camions ont été mobilisés pour assurer le transport du bétail depuis le port jusqu'aux six sites de collecte et de vente. Elle a également précisé que des commissions de daïras, composées des services concernés, ont été mises en place pour superviser le bon déroulement de l'opération sur les différents sites. Enfin, la directrice des postes et télécommunications de la wilaya, Nacera Laïdaoui, a annoncé que des terminaux de paiement électronique seront installés sur l'ensemble des points de vente des ovins importés, en plus de bureaux de poste mobiles, afin de faciliter les paiements et les rapprocher des citoyens souhaitant acheter leurs moutons.

DJELFA

Lancement de la 1ère session de formation sur le reboisement du barrage vert

La 1ère session de formation des jeunes et des membres des Scouts musulmans algériens (SMA) sur le boisement et reboisement du Barrage vert a été lancée, samedi à Djelfa, en vue d'assurer le succès de cet important projet national.

Il s'agit de la 1ère session de formation du genre, dont l'encadrement est assurée par des experts et des chefs scouts qui vont contribuer à la réussite de cette entreprise, lancée sous le slogan +Ensemble pour redonner vie au Barrage vert +", a indiqué le commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, en procédant au lancement de cet événement à la maison de la culture "Ibn Rochd" de la ville de Djelfa, en présence de groupes scouts. Il a ajouté que cette formation s'inscrit dans le cadre du projet de boisement et de reboisement du Barrage vert, supervisé par les SMA en partenariat avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, en collaboration avec divers partenaires.

"Il (projet) vise à renforcer la participation effective à la mise en œuvre d'un plan à dimension nationale qui revêt une importance extrême dans les politiques de développement du pays ", a-t-il précisé. La participation des SMA au programme de réhabilitation du Barrage vert découle de "la conviction et de la pleine conscience des éléments scouts de leur engagement envers la Nation et les programmes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui sont prometteurs en termes de développement et d'économie, en vue de la relance d'un espace forestier qui, en plus de sa dimension environnementale, constitue une richesse nationale digne d'intérêt", a, encore, souligné M.Hamzaoui. S'exprimant sur cette session de formation, le conservateur des forêts de Djelfa,

Mohamed Doumi, a indiqué qu'elle se veut une contribution "au renforcement des partenariats et de la collaboration avec divers acteurs de la société civile, notamment les SMA". Il a, aussi, souligné l'inscription de cette activité dans le cadre des orientations de la Direction générale des forêts (DGF) visant à assurer le succès du projet de réhabilitation du Barrage vert dans toutes ses dimensions de développement. Les participants à cette activité, entre scouts et jeunes issus du mouvement associatif à Djelfa, ont loué l'organisation de cette session, de nature à "élargir les connaissances au sujet d'un projet inscrit dans le cadre d'un programme promoteur du président de la République, lancé à partir de la wilaya de Djelfa à la fin du mois d'octobre 2023".

TIARET

Vers la création d'une école d'élite en athlétisme pour les jeunes catégories

Une école d'élite en athlétisme destinée aux jeunes catégories sera, prochainement, créée dans la wilaya de Tiaret, a annoncé, samedi, le directeur de la Jeunesse et des Sports, Omar Sellani. Dans une déclaration à l'APS en marge de l'étape de wilaya de la course nationale de cross-country pour la jeunesse et les collectivités locales, organisée par sa direction, M. Sellani a précisé que "compte tenu du nombre important de ta-

lents détectés parmi les enfants et les jeunes dans ce domaine, il a été décidé de créer une école d'athlétisme afin d'encadrer et d'accompagner ces jeunes talents". Il a souligné que cette école sera implantée dans l'une des villes de la wilaya disposant des infrastructures sportives nécessaires, notamment une piste d'athlétisme adaptée à toutes les disciplines (100 m, 200 m, 400 m, 800 m, 1500 m), ainsi que des espaces

d'entraînement et de formation. Elle sera équipée de tous le matériel requis et encadrée par des formateurs qualifiés et expérimentés. L'étape de wilaya qualificative pour la course nationale, dont le lieu et la date seront annoncés ultérieurement, a rassemblé 983 élèves issus de 34 communes de la wilaya, répartis dans les catégories "benjamins" et "minimes", dont 542 garçons et 441 filles, qui ont couru sur des distances de

2.000 et 3.500 mètres. La cérémonie de clôture a été marquée par la remise de prix aux trois premiers de chaque catégorie, ainsi qu'aux vainqueurs du championnat de wilaya de jiu-jitsu, qui a vu la participation de 150 athlètes issus de quatre clubs. La cérémonie s'est tenue au Palais des Sports Belarbi-Abdallah», au chef-lieu de la wilaya, en présence des autorités locales.

AIN DEFLA

Salon des produits de terroir pour préserver les métiers et le savoir-faire local de Miliana

Le jardin public de la ville de Miliana dans la wilaya d'Ain Defla a labrité les 24, 25 et le 26 avril courant la 5e édition du Salon de la confiture artisanale et des produits de terroir qui s'inscrit dans le cadre de la préservation et de la transmission du savoir-faire local. Plusieurs artisans et artisanes venus de Miliana, Djelida et de la wilaya de Médéa ont exposé durant trois jours, leurs différents produits de fabrication artisanale dans le jardin public de la ville dans le cadre de ce Salon organisé par "l'Association des amis de Miliana art et culture". "Au départ, la manifestation était destinée aux seuls artisans spécialisés dans la production de confiture de coing, et au bout de la 3e édition, et au vu du nombre important d'artisans qui avaient de très belles choses à exposer, les organisateurs ont décidé d'introduire d'autres produits de terroir locaux", a indiqué à l'APS, Lotfi

Khouatmi, président de l'association. Pour Khouatmi, l'objectif de cet événement est "la perpétuation de la tradition et la sauvegarde du patrimoine datant de plusieurs siècles". Il y a très longtemps, quand il y avait surproduction de fruits à Miliana connue pour ses prunes, ses coings, ses cerises et ses plaquemines, "nos ancêtres faisaient de la transformation et du séchage", a-t-il souligné. Le Salon constitue également une opportunité pour booster le tourisme "solidaire et durable" dans la ville en vue d'en faire une "destination touristique régionale et nationale", a déclaré M. Khouatmi. Il a fait savoir à ce titre que la région de Miliana disposait de grandes potentialités dans ce domaine qui englobe "le tourisme culturel, religieux et le tourisme de montagne". Le responsable de l'association a plaidé à ce titre pour "la construction d'une auberge de jeunes et d'une Chambre

d'artisanat à Miliana, en vue de faciliter le déplacement des jeunes". Ainsi, la 5e édition du Salon a accueilli près de 2000 visiteurs venus de plusieurs wilayas du pays, dont Alger, Bejaïa et Tizi Ouzou, a-t-il souligné. Pour ce qui est des participants au Salon, Djezzar Hassiba, une artisane de Miliana qui a innové dans la fabrication de la pâte de coing, de la cerise, des prunes et de la plaquemine, a estimé qu'une éventuelle mise en place d'un espace destiné à la vente des produits de terroir sera "d'une grande utilité". L'artisane fabrique aussi de la gelée de Lilas et la gelée de la lavande sauvage qui sont très prisées, notamment les jours du Salon. Pour sa part, Houria Malouadjmi, artisane confitière, a démarré son activité en travaillant sur des "recettes qui existaient déjà, tout en apportant sa touche personnelle, en introduisant des plantes médicinales telles que le

basilic, le romarin, la menthe et le thym. "Le consommateur commence à prendre conscience de tout ce qui a trait à sa santé", a-t-elle ajouté, soulignant à l'occasion que "les confituriers doivent sensibiliser le consommateur à opter pour des produits naturels". Pour Mme Leila Mohamed Ali, qui a monté une petite entreprise familiale de fabrication de confiture artisanale avec son mari et ses enfants, "fabriquer des confitures avec des fruits cueillis à Miliana sert à sauvegarder le patrimoine ancestral". Youcef Ould Khaoua, un artisan de la wilaya de Médéa, spécialisé dans la fabrication de vinaigres obtenus à partir de fruits, et la production de mélasses de raisin et de dattes, a fait savoir qu'il s'agissait d'un métier légué par ses parents et qu'il ne l'abandonnera pas. "Je suis en train de le développer pour valoriser le produit de terroir de la wilaya de Médéa", dit-il.

BOURSE, CHINE, EUROPE...

Les cinq premières leçons à tirer de la bataille des droits de douane

Comment va se terminer la crise mondiale déclenchée par Donald Trump le 2 avril et son annonce des droits «réciproques» qui doivent s'appliquer aux marchandises entrant aux États-Unis? Il est encore trop tôt pour le dire, mais quelques enseignements peuvent déjà être tirés de ces événements.

1^{ère} partie

Par Gérard Horny

Il faut reconnaître à Donald Trump une certaine constance dans les idées et une capacité à surprendre le monde qui ne se dément pas. Son attachement aux droits de douane n'est pas nouveau. Tous les journalistes états-uniens qui ont enquêté sur lui sont d'accord sur ce point: il en parle depuis les années 1980. Lors de son premier mandat (2017-2021), il s'était déjà servi de cette arme pour tenter de freiner les importations d'un certain nombre de produits (acier, aluminium, panneaux solaires, etc.) en visant principalement – mais pas seulement – la Chine, avec des succès limités.

Lors de la dernière campagne électorale, il n'avait pas fait mystère de son intention de remettre le sujet sur la table et de n'épargner personne. Avant même d'être élu, il parlait déjà de mettre des tarifs douaniers d'au moins 10% sur les produits importés, quel que soit leur pays d'origine. Et avant le 2 avril, «jour de la libération», il avait déjà déclenché les hostilités en augmentant les droits de douane sur la Chine, sur les importations en provenance du Mexique et du Canada, sur l'acier, l'aluminium et les voitures.

Mais il a tout de même réussi à surprendre quand il a annoncé ce qu'il appelle les «droits réciproques» appliqués à chaque pays (avec juste quelques exceptions, comme la Russie), en brandissant un tableau fantaisiste censé montrer que le monde entier se conduisait très mal et qu'il était gentil, lui, en n'imposant que des droits prétendument inférieurs de moitié, avec un tarif douanier de base de 10%. Tout le monde est resté bouche bée devant ces chiffres sans aucune signification économique, avant de comprendre que les prétendus droits que les autres pays étaient censés pratiquer étaient en fait obtenus en divisant la balance commerciale des États-Unis avec ce pays par le montant des importations en provenance de celui-ci... Nul besoin d'avoir le prix Nobel d'économie pour comprendre que c'est du grand n'importe quoi. La réaction ne s'est pas fait attendre: cela a été l'affolement généralisé sur les marchés. Ce n'est que le mercredi 9 avril, après l'annonce d'une suspension de quatre-vingt-dix jours dans l'application de ces droits réciproques, qu'un semblant de calme est revenu. Ce calme précaire durera-t-il? On peut en douter. Mais d'ores et déjà quelques points saillants méritent d'être relevés.

1. Une crise financière d'un genre nouveau

La chute des marchés boursiers a été au



cœur de l'actualité de ces derniers jours. Et pourtant, il faut le souligner, cette crise n'est pas à proprement parler une crise boursière. D'ailleurs, les vraies crises boursières sont relativement rares. L'exemple-type, sans remonter à la plus fameuse de toutes, celle de 1929, est celle de 2000-2001. Dans les années qui précèdent ce genre de crise, le monde financier nage en pleine euphorie. Grâce à de nouvelles technologies (en l'occurrence, internet à la fin des années 1990), une ère de croissance et de prospérité ininterrompue semble s'ouvrir, la hausse de la Bourse semble ne jamais devoir finir et les cours s'emballent.

En décembre 1996, Alan Greenspan, alors président de la Réserve fédérale (Fed), la banque centrale des États-Unis, mettait en garde les investisseurs face à ce qu'il appelait «l'exubérance irrationnelle» des marchés. Mais ces derniers n'en ont eu cure et la Bourse a continué à monter jusqu'en mars 2000, lorsque le Nasdaq, le marché états-unien sur lequel sont cotées la plupart des entreprises de haute technologie, a atteint un sommet. Là, les investisseurs ont compris qu'ils avaient défié les lois de la pesanteur et les cours sont retombés. Lorsque la baisse s'est arrêtée, en octobre 2002, le Nasdaq avait reculé de 80%...

En fait, les tempêtes boursières peuvent avoir de multiples raisons: relèvement des taux d'intérêt pour calmer la hausse des prix, dérapage des monnaies, crainte de faillite d'un État, conflit armé, pandémie comme en 2020. Mais la crise que nous vivons actuellement est d'un genre nouveau. Elle a été provoquée par les décisions irréfléchies prises par un chef d'État. Elle touche pratiquement l'ensemble du monde parce que l'État concerné est la première puissance économique mondiale et, fait remarquable, elle touche en premier lieu cet État. Il faut absolument regarder le graphique (ci-dessous), qui montre les variations du S&P 500, l'indice phare de la

Bourse des États-Unis, pendant les cent jours qui suivent l'entrée en fonction de chaque président des États-Unis. Généralement, c'est une période faste pour Wall Street. Ce fut le cas avec Barack Obama en 2013, Joe Biden en 2021 et même lors du début du premier mandat de Donald Trump en 2017. Mais avec Trump II, c'est la débâcle. Fondamentalement, la Bourse n'est pas le problème du jour. Sa chute brutale puis ses fluctuations erratiques au gré des informations en provenance de Washington sont une conséquence de la crise politico-économique actuelle. Elles constituent un signal d'alerte. La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir si les actionnaires vont connaître une bonne ou une mauvaise année. Elle est de savoir quel va être l'impact pour chaque pays des mesures annoncées sur l'activité, l'emploi et les prix.

2. La crise sera durable

À en juger l'évolution des marchés boursiers, on pourrait croire que le pire est passé. À la Bourse de Paris, dans la semaine du 31 mars au 4 avril, le CAC 40 a perdu 8,10%, la seconde seulement 2,3%. Et au cours de cette semaine, on a constaté une belle alternance de jours de baisse et de jours de hausse. Les dernières informations ont été plutôt positives. Le mercredi 9 avril, Donald Trump a fait savoir que, dans sa grande magnanimité, il a décidé de suspendre pendant trois mois l'application des droits équitables annoncés une semaine plus tôt, sauf pour la Chine, et qu'un droit uniforme de 10% seulement sera appliqué pendant cette période. Le samedi 12, par une note de la direction des services douaniers et de la protection des frontières, on a appris que les droits de 145% appliqués aux produits en provenance de Chine ne concerneraient ni les smartphones ni les ordinateurs.

Ainsi, les critiques formulées de façon feutrée par les grands banquiers de New

York semblent avoir été entendues à la Maison-Blanche et la remontée du taux à dix ans de 4% à 4,5% en une seule semaine –signe d'un recul de la confiance envers les titres de la dette américaine– a fait le reste. Évidemment, il ne s'agit pas de tenir compte de l'inquiétude de millions de travailleurs à travers le monde, y compris dans les pays les plus pauvres frappés par des droits réciproques d'une ampleur monstrueuse (50% pour Saint-Pierre-et-Miquelon, qui est un territoire français, et pour le Lesotho, 49% pour le Cambodge, 48% pour le Laos, etc.), mais de ménager les citoyens américains et de rassurer les patrons des grandes entreprises de technologie.

Depuis plusieurs jours circulaient les informations les plus folles sur la façon dont Apple tentait de faire livrer précipitamment par avions-cargos des milliers d'iPhone fabriqués en Inde et sur les prix atteints pour la location de ces avions gros porteurs. Les prix qu'allaient atteindre les iPhone fabriqués en Chine donnaient des sueurs froides aux acheteurs potentiels et aux dirigeants de la firme de Cupertino (Californie). Sans le dire, Donald Trump a commencé doucement à détricoter ses propres mesures...

Mais il ne faut se faire d'illusions. Le locataire de la Maison-Blanche tient beaucoup à ses droits de douane et les mesures d'apaisement annoncées ont seulement pour but de calmer le jeu en interne. La dernière étude menée par l'université du Michigan montre que son indice de confiance des consommateurs a encore chuté au début du mois d'avril, pour le quatrième mois consécutif, et qu'il est tombé au plus bas niveau depuis juin 2022 et son deuxième plus bas depuis 1952.

Pour un président qui prétend «rendre sa grandeur à l'Amérique», ce n'est guère brillant. Il était absolument nécessaire de faire un geste. Mais on voit mal Donald Trump renoncer complètement à des droits qu'il juge nécessaires pour faire rentrer de l'argent, alors que le budget fédéral est encore bien parti pour avoir un déficit supérieur à 6% du PIB en 2025 et qu'il voudrait se servir de ces droits pour financer une baisse des impôts.

Avec les mesures annoncées avant le 2 avril, la moyenne des droits de douane états-uniens était déjà passée de 2,5% à 10% selon la majorité des estimations, soit un quadruplement. Les annonces du 2 avril montrent que Donald Trump veut aller encore beaucoup plus haut.

(A suivre)

MAURITANIE

Le pays va accueillir la 14e Conférence des Parties contractantes (COP14) à la Convention d'Abidjan

Des membres du Gouvernement, ont commenté mercredi soir, les résultats du conseil des ministres qui s'est déroulé plus tôt dans la matinée. Il s'agit des ministres de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement, M. Houssein Ould Meddou, de la Justice, M. Mohamed Mahmoud Cheikh Abdoullah Ould Boye, des Mines et de l'Industrie, M. Thiam Tidjani, de l'Environnement et du Développement durable, Mme Messouda Baham Mohamed Laghdaf. Dans son mot introductif, le porte-parole du Gouvernement a indiqué que le conseil a examiné et approuvé des projets de lois, de décrets et des communications, dont ceux concernant la modification de dispositions relatifs au code de procédure pénale, la ratification de protocoles d'accord additionnels de la convention d'Abidjan, ainsi qu'une communication à la suite de la deuxième édition de l'exposition Made in Mauritanie. Il a ensuite invité ses homologues ministres, chacun en ce qui le concerne, à apporter davantage de précisions. A son tour, le ministre de la justice a souligné que le projet de loi qu'il a présenté s'inscrit dans le cadre des réformes initiées par son ministère, en application des résolutions inscrites dans le texte de référence pour la réforme et le développement de la justice. C'est, selon lui, en réponse à de nombreux défis, que le pays a amorcé un virage décisif vers la numérisation, embarquant logiquement le secteur de la justice. C'est ainsi qu'il a estimé qu'après la numérisation du casier judiciaire, un lifting du code de procédure pénale est devenu nécessaire.

TUNISIE

Des investissements de la BEI attendus

Le vice-président de la Banque européenne d'investissement, Ioannis Tsakiris, effectuera une visite officielle en Tunisie les 28 et 29 avril 2025, pour rencontrer plusieurs membres du gouvernement et signer de nouveaux accords de financement et de subventions avec le soutien de l'Union européenne, a annoncé le bureau de la BEI à Tunis dans un communiqué publié samedi 26 avril 2025.

La Banque européenne d'investissement a considéré cette visite comme une étape importante dans le renforcement de son partenariat avec la Tunisie, notamment dans les domaines de l'eau, de l'énergie, de l'environnement, de l'innovation et du développement durable. Il convient de noter qu'Ioannis Tsakiris se rendra en Tunisie pour la deuxième fois depuis sa prise de fonction, après sa participation au Tunisia Investment Forum en juin 2024. Le programme comprend des visites de terrain de plusieurs projets soutenus par la Banque européenne d'investissement,

notamment l'aéroport d'Enfidha, premier projet de partenariat public-privé en Tunisie, et le Sousse Technology Hub, qui œuvre pour soutenir la compétitivité de la Tunisie dans les secteurs émergents. Cette visite sera également l'occasion de célébrer le 20ème anniversaire de l'ouverture du bureau de la Banque européenne d'investissement en Tunisie. Tsakiris a récemment affirmé que la Banque européenne de développement accordait la priorité à la Tunisie dans son voisinage sud, ajoutant que « ces nouveaux accords reflètent la volonté de la Banque de continuer à soutenir les priorités du gouvernement dans les domaines

de la transition énergétique, de la résilience au changement climatique et du développement social ». Il est à noter que depuis 2017, la Banque européenne d'investissement a mobilisé plus de 1,8 milliard d'euros pour soutenir des projets structurants en Tunisie, notamment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, des transports, de l'éducation, de la transition énergétique et du soutien au secteur privé. La Banque européenne d'investissement est un partenaire stratégique de la Tunisie depuis plus de 40 ans. Elle finance des projets structurants en plus de soutenir des institutions et des groupes locaux.

LIBYE

Tripoli envisage d'imposer des droits de douane sur les produits importés de 26 pays

Les mesures protectionnistes prévues par la Libye visent notamment à encourager la production industrielle nationale, à réduire la pression sur les devises et à rationaliser les dépenses publiques. Le gouvernement d'Union nationale (GNU), l'exécutif libyen basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, envisage d'imposer des droits de douane sur les importations de biens provenant de 26 pays, rapporte l'agence de presse italienne Agenzia Nova le mercredi 23 avril.

Elle cite notamment un projet de décret soumis par le ministère de l'Économie et du Commerce au Conseil des ministres. Le texte prévoit l'instauration de droits de douane allant de 10% à 25% selon les pays sur un large éventail de produits de consommation et intrants industriels, précise-t-on de même source. Selon les documents joints au projet de décret, les pays concernés sont entre autres, la Tunisie (20%), l'Égypte (14%), l'Italie (20%) l'Allemagne (19%), la France (19,6%), la

Grèce (21%), l'Espagne (21%), la Turquie (20%), la Chine (17%), les États-Unis (21%). D'autres pays membres de l'Union européenne (UE) ainsi que certains pays arabes et asiatiques sont aussi concernés par ces surtaxes. Les nouvelles mesures, qui représentent « un mécanisme de protection temporaire et ciblé » d'une validité initiale de 14 mois renouvelables, « n'auront pas d'impact sur les biens essentiels » ni sur « les importations à usage humanitaire ou faisant l'objet d'exemptions

spéciales ». Le ministère libyen de l'Économie et du Commerce présente les nouveaux tarifs douaniers comme une mesure visant à « protéger les produits locaux, encourager la production industrielle nationale et réduire la dépendance à l'égard des importations ». Les autres objectifs cités sont notamment « la réduction de la pression sur les devises, l'amélioration de la compétitivité des industries locales, la limitation de la fuite des capitaux et la rationalisation des dépenses publiques ».

ARABIE SAOUDITE

Progression dans l'indice mondial 2025 de la propriété intellectuelle

L'Arabie saoudite a réalisé des progrès notables dans l'indice mondial de la propriété intellectuelle 2025, avec un score en hausse de 17,5 %, ce qui la positionne parmi les économies qui progressent le plus rapidement parmi les 55 pays évalués. Selon la 13 e édition de l'indice, publiée par la Chambre de commerce des États-Unis, le Royaume se classe désormais au 40^e rang mondial, reflétant les réformes importantes menées dans le cadre de sa stratégie Vision 2030. Ces réformes visent à renforcer la protection de la propriété intellectuelle, à encourager l'innovation et à soutenir la croissance d'une économie basée sur la connaissance. Depuis 2019, le score global de l'Arabie saoudite est passé de 36,6 % à 53,7 %, marquant une amélioration cumulée de plus de 40 % en seulement six

ans. Ces progrès découlent d'une transformation complète de l'écosystème de la propriété intellectuelle du pays, avec notamment le renforcement des cadres juridiques et des mécanismes d'application. Parmi les principales étapes notées dans le rapport, figurent l'extension de la protection des dessins et modèles de 10 à 15 ans, la création d'un bureau des poursuites spécialisé dans les affaires de propriété intellectuelle, ainsi que le lancement d'outils avancés d'application en ligne pour les droits d'auteur et les marques. Ces développements soulignent la capacité institutionnelle croissante de l'Arabie saoudite et la modernisation réglementaire en cours, sous l'égide de l'Autorité saoudienne pour la propriété intellectuelle. Le rapport a également mis en évi-

dence des avancées significatives dans les initiatives de sensibilisation du public, la collaboration entre les agences et l'adhésion de l'Arabie saoudite à des traités internationaux clés en matière de propriété intellectuelle. Ces avancées ont permis d'aligner le cadre de la propriété intellectuelle du Royaume sur les normes mondiales. L'Arabie saoudite a notamment obtenu de meilleurs résultats en ce qui concerne l'application des droits, la participation aux traités internationaux et l'efficacité de son système d'application des droits d'auteur. Ces avancées renforcent l'ambition du royaume de devenir un centre régional et mondial d'innovation et de créativité. En favorisant un environnement plus transparent et fiable en matière de propriété intellectuelle, l'Arabie saou-

dite attire davantage d'investissements étrangers tout en permettant aux entrepreneurs locaux de développer des idées, des produits et des technologies innovants. La Chambre de commerce des États-Unis a salué les efforts institutionnalisant les droits de propriété intellectuelle déployés par le Royaume, faisant de l'Arabie saoudite un modèle pour les marchés émergents. Dans le même temps, les Émirats arabes unis ont également obtenu d'excellents résultats dans l'indice 2025, se classant au 26^e rang mondial avec un score global de 60,66 %. Les Émirats arabes unis ont été félicités pour la solidité de leurs protections en matière de brevets et de marques, pour l'application cohérente de la législation et pour leur engagement résolu en faveur de la transformation numérique.

KENYA

Le pays obtient en Chine 430 millions \$ d’investissements dans l’agriculture

Au Kenya, le secteur agricole contribue à hauteur de 21 % au PIB et emploie environ 26 % de la population active. Le gouvernement mise aussi sur les investissements étrangers pour soutenir le développement du secteur en vue de renforcer sa contribution à l’économie.

Le mercredi 23 avril, à Pékin, le président kenyan William Ruto a pris part à la signature de deux accords d’investissements totalisant 55,6 milliards de shillings (430 millions \$) avec des partenaires chinois, en faveur du développement du secteur agricole. La cérémonie s’est tenue dans le cadre du forum économique Kenya-Chine, organisé conjointement par le ministère du Commerce, l’Autorité kenyane d’investissement (KenInvest) et le gouvernement chinois. Selon les informations relayées par les médias locaux, le premier accord signé avec la société Shandong Jialejia Agriculture and Animal Husbandry Technology, porte sur l’installation d’une

ferme avicole sur un site de 40,5 hectares dans le comté de Kajiado, capable d’héberger jusqu’à 500 000 poules pondeuses. Ce projet, d’un coût total de 30 millions \$, vise notamment à renforcer les capacités de production locale d’œufs et de viande de volaille dans le pays. Le second investissement, d’un montant de 400 millions \$, émane du groupe agroalimentaire chinois Zonken. Par l’intermédiaire de ses filiales Biotech Corporation Ltd et Zonken Environmental Technology Ltd, l’entreprise prévoit de cultiver et de transformer de l’aloe vera à des fins commerciales sur un site de 121,4 hectares situé dans le comté de Baringo. Le projet comprend également l’aménagement d’un domaine

agricole de 29 hectares destiné à la culture commerciale de pommes et de raisins dans la même région. Globalement, ces engagements obtenus en Chine s’inscrivent dans la volonté du gouvernement kenyan de stimuler les investissements dans l’agriculture pour créer des opportunités économiques durables, tout en modernisant les chaînes de valeur. Si ces projets se concrétisent, ils pourraient attirer d’autres capitaux étrangers, notamment dans les segments de l’agrotransformation, de la logistique ou de l’irrigation. Cela pourrait aussi inciter les autorités à accélérer les réformes foncières et logistiques pour faciliter l’accès à la terre et aux infrastructures.

MOZAMBIQUE

L’énergie comme moteur d’un développement plus inclusif

Le président mozambicain Daniel Chapo qui a pris fonction en janvier, entend transformer l’économie de son pays qui reste peu diversifiée, avec une dépendance accrue à l’exploitation des ressources de sous-sol. Le gouvernement mozambicain place l’énergie au centre de sa stratégie de croissance pour les cinq prochaines années. C’est ce qu’il ressort de son plan quinquennal 2025-2029 dont il a demandé ce jeudi 24 avril l’approbation au Parlement.

Ce plan accorde une place essentielle à l’électrification rurale, l’extension du réseau national et une large diffusion du gaz domestique. Selon les données officielles, environ 47 % de la population vit dans des zones desservies par le réseau, avec 2 à 5 % des ménages qui utilisent le gaz de pétrole liquéfié (GPL), principalement en zone urbaine. L’accès à une énergie stable et abordable est ainsi vu comme un levier clé pour diversifier l’économie, attirer des capitaux dans l’in-

dustrie, le commerce ou encore les services, tout en stimulant l’initiative privée, notamment dans les zones marginalisées. Le gouvernement prévoit de construire plus de 7000 km de lignes électriques et de doter un nombre croissant de foyers de solutions de cuisson alternatives à la biomasse, notamment par la diffusion du gaz domestique. Si cette trajectoire se confirme, et sous réserve de l’approbation parlementaire, le plan pourrait initier un nouveau cycle de développement,

moins centré sur les grandes villes et davantage tourné vers la structuration du tissu économique local. Selon la Banque africaine de développement (BAD), « le financement de la transformation structurelle au Mozambique nécessite des mesures multiples sur des périodes différentes. À court terme, l’État doit renforcer la capacité de gestion de la dette, la discipline budgétaire et la réglementation du secteur financier ».

GHANA

La Banque de développement prévoit 32 millions \$ pour financer l’agriculture

Au Ghana, le secteur agricole contribue à hauteur de 21 % au PIB et emploie environ 35 % de la population active. Alors que l’accès au financement agricole est encore insuffisant, les initiatives se multiplient dans l’optique de changer la donne. La Banque de développement du Ghana (DBG) veut améliorer l’accès au financement dans le secteur agricole en 2025. Selon des informations relayées par les médias locaux, Randolph Nsor-Ambala, directeur général de l’institution financière, a dévoilé le 18 avril dernier un programme de soutien de 500 millions de cedis (32,4 millions \$) au profit des PME du secteur cette année. Cette enveloppe permettra d’octroyer des prêts

pour l’ensemble des activités réalisées en amont et en aval des chaînes de valeur agricoles par les PME, des fournisseurs d’intrants aux agriculteurs, en passant par les transformateurs et les distributeurs. Ledit programme intègre également une assistance technique aux PME et aux institutions financières, pour mieux comprendre et évaluer les risques du secteur agricole. D’après Nsor-Ambala, l’ambition affichée est d’améliorer la sécurité alimentaire, la productivité, et de stimuler la création d’emplois dans le secteur agricole. Globalement, cette initiative s’inscrit dans la continuité des efforts engagés par le gouvernement pour relever le défi du manque de financement qui constitue un frein au

développement de l’agriculture. Au Ghana, l’agriculture ne reçoit en effet qu’environ 5 % du total des prêts bancaires, selon les données officielles. Et pour cause, les institutions financières, comme dans la majorité des pays d’Afrique, sont réticentes à octroyer des prêts dans l’agriculture en raison des nombreux risques qui y sont associés. Si le nouveau programme de la DBG est mis en œuvre efficacement, il pourrait contribuer à changer la donne. En réduisant la perception des risques auprès des banques commerciales, la DBG pourrait jouer un rôle de catalyseur pour mobiliser davantage de capitaux privés en faveur du secteur agricole.

POUR RELANCER SA FILIÈRE TEXTILE

Le Nigéria veut créer un organe de régulation

En Afrique de l’Ouest, le Nigéria est le 6ème producteur de coton derrière le Bénin, le Mali, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire. Dans sa volonté de relancer la filière et la transformation locale, le gouvernement entend en optimiser la gestion avec une nouvelle structure.

Au Nigéria, le Conseil économique national (NEC) a approuvé, le jeudi 24 avril, la création d’un Conseil de développement du coton, du textile et de l’habillement. Selon les informations relayées par les médias locaux, ce nouvel organe de régulation du secteur textile siègera à la Présidence, sera piloté par le secteur privé avec implication du secteur public, et sera financé par la taxe à l’importation sur les textiles perçus par les Douanes nigérianes. L’ambition affichée à travers cette démarche est de relancer la filière coton et l’industrie textile pour accroître la production et progressivement réduire la dépendance aux importations de vêtements et produits textiles. Les données compilées par le département américain de l’Agriculture (Usda) indiquent en effet que la production nigériane de coton stagne autour de 76 200 tonnes depuis la campagne cotonnière de 2020/2021.

Avec un tel niveau de production de matières premières, le pays doit recourir massivement aux importations pour satisfaire la demande dans l’industrie locale et pour l’habillement sur le marché intérieur. D’après les données compilées sur la plateforme Trade Map, le pays le plus peuplé d’Afrique a ainsi importé pour près de 22 millions \$ de coton et environ 190 millions \$ de vêtements sur le marché international en 2023.

Selon les observateurs, le Nigéria doit relever de nombreux défis pour espérer relancer son industrie textile, parmi lesquels les importations incontrôlées, l’approvisionnement irrégulier en électricité ou encore l’insécurité croissante, qui ont rendu les unités industrielles existantes de moins en moins compétitives au fil des années.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le FRAA confirme ses grandes orientations pour 2025-2027 à Lomé

Le Fonds régional pour l’agriculture et l’alimentation (FRAA) de la CEDEAO va intensifier ses interventions dans le financement de programmes agricoles. L’exercice vise à renforcer l’efficacité du dispositif face à la crise alimentaire en Afrique de l’Ouest. Réuni le vendredi 25 avril 2025 à Lomé, le Conseil de surveillance du Fonds régional pour l’agriculture et l’alimentation (FRAA) de la CEDEAO a procédé à l’examen du rapport d’activité 2024 et à la validation du plan de travail et du budget

pour la période 2025-2027. Selon les dernières données du Cadre Harmonisé, environ 49,5 millions de personnes dans la région pourraient souffrir d’insécurité alimentaire pendant la prochaine période de soudure. Le Nigeria concentre plus de 60% des personnes à risque, accentuant la pression sur les mécanismes de réponse communautaires. Face à cette menace, le FRAA va intensifier ses interventions dans le financement des programmes et politiques agricoles des pays membres. La session présidée par Mas-

sandjé Touré-Litsè (photo ci-dessous), Commissaire de la CEDEAO chargée de l’agriculture, a mis l’accent sur la nécessité de consolider les acquis du Fonds et de coordonner les interventions régionales. Les discussions ont notamment porté sur la mobilisation de ressources, l’amélioration des capacités d’absorption des États membres, et le renforcement des partenariats techniques. « Nous avons avancé dans les accords de financement, dans le renforcement des capacités et dans la conception de pro-

jets régionaux qui favorisent la résilience climatique, une agriculture durable et le développement des chaînes de valeur » a indiqué Massandjé Touré-Litsè. Le budget triennal adopté devrait permettre d’intensifier l’avancée du FRAA vers les objectifs de la politique agricole commune de la CEDEAO. L’ambition reste celle d’un secteur agricole inclusif, compétitif et résilient, à même de garantir la sécurité alimentaire et de contribuer à la réduction de la pauvreté dans la région.

WALL STREET

Les actions progressent grâce aux valeurs technologiques

La plupart des indices boursiers ont grimpé vendredi, Wall Street étant soutenue par les actions liées à la technologie, tandis que le dollar a connu sa première hausse hebdomadaire en plus d'un mois, les investisseurs étant à la recherche de signes indiquant que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine pourrait s'atténuer.

Les actions d'Alphabet GOOGL.O , la société mère de Google , ont augmenté de 1,7 % après avoir dépassé les attentes en matière de bénéfices et réaffirmé les objectifs de dépenses en matière d'intelligence artificielle, tandis que les secteurs de la technologie .SPLRCT , de la consommation discrétionnaire .SPLRCD et des services de communication .SPLRCL de l'indice S&P 500 ont gagné plus de 1 % chacun. Mais les investisseurs ont écouté attentivement les appels des entreprises au cours de cette saison des résultats, en particulier pour les projections abaissées ou retirées, dans le contexte de l'incertitude entourant l'offensive du président américain Donald Trump sur les tarifs douaniers (). Dans une interview publiée vendredi sur , M. Trump a déclaré que des négociations tarifaires étaient en cours avec la Chine, mais Pékin a nié que des pourparlers étaient en cours, dernier exemple en date d'une série de signaux contradictoires sur les progrès réalisés pour désamorcer une guerre commerciale qui menace de saper la croissance mondiale. M. Trump a déclaré au magazine Time que des discussions étaient en cours et que le président chinois Xi Jinping l'avait appelé. Les droits de douane réciproques qui ont débuté avec l'annonce par M. Trump de lourdes taxes à l'importation le 2 avril ont menacé de bloquer les échanges commerciaux entre les deux plus grandes économies du monde et ont suscité des craintes de ralentissement de la croissance mondiale. "Cette semaine, nous avons été soulagés de voir que certains des pires scénarios liés aux mesures tarifaires de Trump ne se réaliseraient pas", a déclaré Chip Rewey, directeur des investissements de Rewey Asset Management, une société de conseil en investissement basée dans le New Jersey. "Bien que nous nous soyons remis de certains des plus bas, nous n'avons pas

atteint les plus hauts. Je pense que nous allons rester dans cette fourchette pendant un certain temps" Les trois principaux indices boursiers américains ont enregistré des gains importants au cours de la semaine, tandis que les actions européennes ont réalisé leur deuxième gain hebdomadaire consécutif. Le rebond des actions sera testé la semaine prochaine lors de la publication d'une nouvelle vague de résultats d'entreprises, notamment Apple AAPL.O et Microsoft MSFT.O . Le Dow Jones Industrial Average .DJI a gagné 20,10 points, soit 0,05%, à 40 113,50, le S&P 500 .SPX a gagné 40,44 points, soit 0,74%, à 5 525,21 et le Nasdaq Composite .IXIC a gagné 216,90 points, soit 1,26%, à 17 382,94. L'indice MSCI des valeurs mondiales .MIWD00000PUS a gagné 4,88 points, soit 0,60%, à 824,74. L'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX a terminé en hausse de 0,35%. Au Japon, le Nikkei .N225 était en hausse de 1,8% vendredi et a regagné toutes ses pertes depuis l'annonce par Trump des droits de douane américains les plus élevés en 100 ans - des prélèvements qu'il a largement suspendus, sauf pour la Chine et un tarif de base de 10%. Après avoir été malmené ces dernières semaines en raison de l'annonce des tarifs douaniers et de la fuite des actifs américains, le dollar s'est légèrement redressé face à l'euro et au yen.

Le dollar a augmenté 0,07% contre un panier de devises

=USD et s'apprêtait à réaliser un gain hebdomadaire modeste, le premier depuis la mi-mars. Le dollar était en hausse de 0,67% contre le yen à 143,555 JPY=EBS , tandis que l'euro EUR=EBS a baissé de 0,11% à 1,1377 \$. Les prix de l'or, qui ont grimpé en flèche cette année, les investisseurs recherchant des actifs sûrs, se sont disso-

ciés du dollar et étaient en baisse de 1,7 % à 3 292,99 dollars l'once vendredi. Le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans US10YT=RR a baissé de 3,7 points de base à 4,268%, contre 4,305% jeudi en fin de journée. Les rendements des bons du Trésor américain ont baissé à la suite des récents espoirs d'une atténuation de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et alors que les investisseurs ont pesé la possibilité que la Réserve fédérale pivote vers des taux d'intérêt plus bas à mesure que l'activité économique ralentit. Le marché craint toujours que la poli-

tique erratique de Trump n'incite les investisseurs étrangers à délaisser les bons du Trésor, une préoccupation majeure de ces dernières semaines, mais les analystes ont déclaré qu'il n'y avait toujours pas de preuve claire de cela. Les prix du pétrole ont légèrement augmenté mais ont affiché une baisse hebdomadaire. Les contrats à terme sur le pétrole Brent LCOc1 se sont établis 32 cents plus haut à 66,87 \$ le baril, portant les pertes à 1,6% sur la semaine. Le brut américain West Texas Intermediate CLc1 a gagné 23 cents à 63,02 dollars le baril, marquant une baisse hebdomadaire de 2,6%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Avril 2025

Valeur : 28 Avril 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3344	132.3494
1	EUR	EURO		150.4642	150.5342
1	GBP	POUND STERLING		175.7896	175.8329
100	JPY	JAPANESE YEN		92.7426	92.7661
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1332	18.1365
1	CHF	SWISS FRANC		159.9981	160.0936
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.5345	95.5660
1	DKK	DANISH KRONE		20.1527	20.1592
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7165	13.7224
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6595	12.6786
1	AED	UAE DIRHAM		36.0270	36.0340
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2779	35.2838
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.6190	431.8088
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9469	44.3885
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2862	14.2878
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.2869	24.4111
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3142	3.3245
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.6243	179.6243

CAC 40

Semaine écourtée, mais bilan positif

Les Bourses européennes ont fini en légère hausse sur fond d'une certaine détente sur le front de la guerre commerciale. La Chine envisagerait de suspendre ses droits de douane de 125% visant les importations américaines pour certains produits, affirme Bloomberg. A Paris, plusieurs publications trimestrielles de sociétés du CAC 40 ont été bien accueillies : Accor, Saint-Gobain et Safran. Le CAC 40 a gagné 0,45% à 7536,26 points, portant ses gains sur 4 séances à 3,4%. L'indice Euro-Stoxx50 a, lui, progressé de 0,76% à 5153,61 points.

En Europe, WPP (-0,79% à 555,40 pence) a déclaré une baisse de 2,7% de son chiffre d'affaires au premier trimestre, à 2,48 milliards de livres (contre 2,54 milliards de consensus) tout en confirmant ses objectifs annuels. A Paris, Publicis évolue également dans le vert (+2,45% à 89,36 euros). Le groupe publicitaire britannique a fait savoir, que même s'il n'est pas directement touché par les droits de douane, ceux-ci "auront un impact sur un certain nombre de nos clients et sur l'économie en général". A Paris, Accor s'est distingué

parmi les plus fortes progressions de l'indice CAC 40 avec un gain de 6,3 %, à 43,22 euros, après un point trimestriel marqué par le dynamisme de l'hôtellerie de luxe. Le chiffre d'affaires de l'activité " Luxe et Lifestyle " a bondi de 17,9 %, à 668 millions d'euros. De son côté, la division " Premium, milieu de gamme et économique " a vu ses revenus croître de 1,8 %, à 703 millions d'euros. Au total, le groupe hôtelier a généré des revenus en hausse de 9,2 % au premier trimestre, à 1,3549 milliard d'euros, au-dessus des attentes. Edenred a dégringolé de 16,78% à

26,53 euros et Pluxee de 8,76% à 19,05 euros). Les deux titres ont basculé dans le rouge vers 11 heures alors que, selon le média local "Otimista", le Brésil pourrait remplacer les cartes traditionnelles de ticket-restaurant par Pix, un système de versement instantané et direct pour l'utilisateur. Le versement via Pix, réalisable à partir de n'importe quelle banque ou institution financière, a été lancé en 2020 par la banque centrale et est devenu extrêmement populaire. En avril , le climat des affaires en France reste morose, a indiqué l'Insee ce vendredi. À 96, l'indica-

teur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchands, perd un point (après arrondi) et se situe en deçà de sa moyenne de longue période (100). Le climat des affaires rebondit dans l'industrie et les services, diminue dans le bâtiment et se replie fortement dans le commerce de détail. L'indice de l'université du Michigan sur la confiance des consommateurs est ressorti à 52,2 en avril contre 57 en mars. Il était attendu à 50,8. Vers 17h45, l'euro cède 0,14% à 1,1373 dollar.

ETATS-UNIS

Donald Trump affirme 200 accords de droits de douane

Donald Trump a entretenu la confusion ce vendredi, affirmant qu'il avait conclu "200 accords" dans le cadre de ses négociations commerciales sur les droits de douane. Il n'a pas précisé de quel type d'accord il s'agissait, ni s'ils avaient été signés avec des pays ou des entreprises.

Donald Trump reste flou. Le président américain a assuré, dans une interview énigmatique au Time Magazine, avoir "conclu 200 accords" dans le cadre des négociations commerciales en cours sur les droits de douane. "Vous devez comprendre que je traite avec toutes les entreprises, avec des pays très amicaux", a-t-il fait savoir. Il a ainsi semé le doute sans donner plus de précisions, ni révéler avec qui ces supposés accords avaient été signés. "Nous rencontrons la Chine. Nous travaillons bien avec tout le monde (...) J'ai conclu 200 accords", a-t-il déclaré sans donner plus de précisions. Le président américain a aussi affirmé que les négociations seront terminées "d'ici trois ou quatre semaines". A cette heure, aucun grand partenaire commercial des Etats-Unis, que ce soit la Chine, l'UE, le Royaume-Uni ou encore le Canada n'ont signé d'accord sur de nouveaux droits de douane. Ce jeudi, Pékin a réfuté l'existence même de négociations avec Washington sur le différend commercial.

”18 mois en moyenne pour un accord commercial”

Donald Trump a annoncé une pause de 90 jours dans l'application de ses droits de douane pour un très grand nombre de pays dans le monde, afin de permettre des négociations. La semaine dernière, son conseiller commercial Peter Navarro assurait qu'il était possible de conclure 90 accords en 90 jours. Sauf qu'en général, la négociation d'un accord commercial prend bien plus de temps. "Il faut normalement 18 mois en moyenne aux États-Unis pour négocier un accord commercial", assure Torsten Sløk, économiste au sein de la société de gestion Apollo. Et même si on peut imaginer que l'urgence de la situation pousse les acteurs à négocier rapidement, il rappelle que l'administration américaine doit discuter au même moment avec tous les pays.

”Le pays fera fortune”

À la question de savoir si cela représenterait une victoire pour lui si des droits de douane de 20, 30 ou 50% étaient toujours en vigueur dans un an, Donald Trump a répondu que ce serait "une victoire totale". Son objectif est d'atteindre une moyenne de 50% de taxes à l'importation. Au total, le taux de droits de douane effectif des États-Unis s'élève actuellement à 22,8%, selon Fitch Ratings, contre 2,3% en début d'année avant son arrivée à la Maison Blanche. Ce taux moyen est de très loin le plus élevé des pays développés de la planète. Selon lui, cette situation serait très positive pour les États-Unis "parce que le pays fera fortune". Pour le président américain, s'il revenait à 0% de droits de douane, "il n'y aurait pas d'entreprises qui viendraient s'installer". "Elles viennent parce qu'elles ne veulent pas payer les droits de douane", a-t-il martelé.

GUERRE COMMERCIALE

Le FMI et la BM affrontent à leur tour l’orage Trump

Les deux piliers du système économique mis en place à l'après-guerre tiennent leurs premières réunions depuis le retour au pouvoir du président américain, qui a demandé une revue, d'ici au mois d'août, de toutes les participations des Etats-Unis dans les institutions multilatérales. C'est au tour du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, les deux piliers du système économique mondial mis en

place à l'après-guerre, d'affronter l'orage Trump. Leurs premières réunions depuis le retour à la Maison Blanche du milliardaire, en janvier, se déroulent la semaine du 21 avril à Washington, dans un contexte inédit. Le FMI doit faire face à la remise en cause par la nouvelle administration américaine des institutions multilatérales, tout en maintenant une fragile coopération internationale, en pleine guerre commerciale

entre Pékin et Washington, alors que l'offensive protectionniste de Trump va freiner la croissance mondiale en 2025 à 2,8 %, une prévision abaissée de 0,5 point de pourcentage par rapport à janvier. « Nous vivons dans un monde de revirements soudains et radicaux », a déclaré, jeudi 17 avril, Kristalina Georgieva, la directrice générale du FMI, ajoutant que cette situation « nous impose de réagir avec sagesse ». Partant du constat que

l'intégration de l'économie mondiale « n'a pas profité à tous », en particulier les « communautés vidées de leur substance par le déplacement des emplois à l'étranger », ou encore les salariés dont les rémunérations « ont reculé sous l'effet de la disponibilité croissante d'une main-d'œuvre bon marché », Mme Georgieva a appelé les pays à se concentrer sur l'urgence.

TRANSPORT MARITIME

Trump réclame la gratuité des canaux de Panama et Suez pour les navires américains

Le président américain, qui répète sa volonté de contrôler le canal de Panama, vise désormais le canal de Suez. Donald Trump a demandé samedi à ce que le passage des navires américains sur les canaux de Panama et de Suez soit rendu gratuit. Après avoir répété, depuis des mois, sa volonté de prendre le contrôle du canal de Panama, le président américain vise désormais le canal de Suez, une autre voie de transport stratégique du commerce mondial. «Les navires américains, à la fois militaires et

commerciaux, devraient être autorisés à transiter, gratuitement, via les canaux de Panama et de Suez. Ces canaux n'existeraient pas sans les États-Unis d'Amérique», a écrit Donald Trump sur son réseau Truth Social. «J'ai demandé au secrétaire d'Etat Marco Rubio de se saisir» de ce dossier, a-t-il ajouté. Avant même de prendre ses fonctions le 20 janvier, Donald Trump avait fait monter la pression sur le Panama, menaçant de «reprendre» le canal construit par les États-Unis,

inauguré en 1914 et resté sous souveraineté américaine jusqu'en 1999. Le Panama avait récupéré le canal cette année-là, en vertu d'un accord conclu en 1977 avec le président Jimmy Carter. Les États-Unis et la Chine sont les deux principaux utilisateurs du canal, par lequel transite 5% du commerce maritime mondial. Washington a, début avril, obtenu l'autorisation par le Panama de déployer des militaires américains autour de cette voie d'eau stratégique. Le canal de Suez, contrôlé par

l'Égypte depuis 1956, concentrait lui environ 10% du commerce maritime mondial, jusqu'à ce que les rebelles houthis du Yémen commencent leurs attaques contre des navires, disant agir en «solidarité» avec les Palestiniens de la bande de Gaza. Les États-Unis sont intervenus, avec d'autres pays, pour tenter de sécuriser cette route maritime. Mais le trafic a chuté, réduisant drastiquement une source essentielle de devises étrangères pour Le Caire, plongé dans la pire crise économique de son histoire.

DROITS DE DOUANE DE L’UE SUR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES

L’OMC va examiner la plainte de la Chine

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a accepté vendredi 25 avril de mettre en place un groupe d'experts chargé d'examiner une plainte de Pékin contre la décision de l'Union européenne d'imposer des droits de douane élevés sur les voitures électriques fabriquées en Chine. Ces taxes supplémentaires, qui peuvent atteindre 35%, ont été annoncées en octobre dernier après une enquête de l'UE, estimant que les subventions publiques chinoises menaçaient les constructeurs

automobiles européens. La Chine a porté l'affaire devant l'OMC à la fin de l'année dernière, soulignant qu'elle n'était pas d'accord avec ces droits de douane. « La Chine prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger fermement les droits et les intérêts légitimes des entreprises chinoises », avait alors déclaré le ministère chinois du Commerce. Vendredi, lors d'une réunion à huis clos de l'organe de règlement des différends de l'OMC, le représentant de la Chine a

jugé les mesures de l'UE incompatibles avec les règles du commerce international, selon un responsable de l'organisation s'exprimant sous couvert d'anonymat. Le représentant chinois a toutefois souligné que Pékin restait ouvert à un dialogue constructif et à la recherche d'une solution au différend dans le cadre des règles de l'OMC. L'UE, quant à elle, a fermement défendu sa position selon laquelle ses mesures étaient pleinement justifiées, d'après le

responsable. Bruxelles avait bloqué le mois dernier la première demande de la Chine de constitution d'un groupe spécial de l'OMC dans cette affaire, mais la deuxième demande a été acceptée. Cette affaire survient alors que la Chine cherche à coopérer avec l'Union européenne et d'autres pays pour préserver conjointement le commerce international, dans le contexte de la guerre des droits de douane qui oppose Pékin à Washington.

MÉTAUX CRITIQUES
La France cherche son plan B à Madagascar

En visite à Madagascar, Emmanuel Macron a fait une annonce, passée inaperçue. Le président souhaite construire un partenariat sur les terres rares et minerais stratégiques. Une ambition qui pourrait se fracasser face aux réalités de l'île. Dans le palais d'Ivoloha du président malgache, Emmanuel Macron a presque rompu le protocole ce mercredi. Cinq sujets de coopération aussi majeurs que traditionnels - autonomie, transport, énergie, alimentation etc. - devaient être discutés, mais le président en a ajouté un. Un sujet qui monte et qui est loin d'être négligeable : l'approvisionnement en métaux critiques. Le secteur minier représente un peu plus de 6 % du maigre PIB malgache. Le pays, protectorat puis colonie française de 1882 à 1960, a une histoire intimement liée à ses ressources souterraines. Lorsque le général Gallieni colonise la Grande île manu militari en 1895, il embarque à ses côtés un minéralogiste de renom : Alfred Lacroix. Le futur membre de l'Académie des sciences rédige alors plus d'une centaine de notes à l'attention des nouvelles autorités locales. Il y décrit un sous-sol intéressant, gorgé de graphite, d'uranium, de chromite, de fer et autres minerais et métaux en tous genres. Les écrits attisent la curiosité des industriels français alors en plein réarmement.

La Commission européenne blackliste les lobbyistes de Huawei

Accusé d'avoir corrompu des eurodéputés, Huawei est sous le coup depuis mars dernier d'une enquête menée par la police fédérale belge au sein du Parlement européen. La Commission européenne a annoncé ne plus rencontrer les lobbyistes de la firme chinoise.

Huawei devient persona non grata à la Commission européenne. Sous le coup d'une enquête pour corruption auprès du Parlement européen menée par la police fédérale belge depuis le mois dernier, le spécialiste chinois des réseaux télécoms ne pourra plus compter sur ses lobbyistes pour promouvoir auprès des députés européens ses solutions et services. « La Commission ne rencontrera pas les groupes de pression et/ou les associations commerciales qui représentent les intérêts de Huawei et/ou parlent en son nom », a déclaré mercredi le porte-parole du service de la Commission européenne à Politico. Cette décision va plus loin que l'interdiction annoncée de tous contacts et réunions avec des responsables de la société chinoise de mars 2025, puisqu'elle s'étend désormais à « tout intermédiaire agissant au nom de Huawei qui s'engagerait dans des réunions et d'autres contacts avec le personnel de la Commission pour promouvoir les intérêts de l'entreprise. » Selon notre confrère, au moins huit personnes ont été inculpées par le procureur belge pour corruption active, blanchiment d'argent et organisation criminelle, à la suite d'une série de perquisitions effectuées en Belgique, en France et au Portugal. Huit membres du

Parlement européen sont notamment soupçonnés d'avoir perçu 1 500 € pour avoir co-signé une lettre défendant les intérêts de Huawei dans la 5G en 2021 envoyée à trois commissaires européens.

L'interdiction des terminaux Huawei au Parlement et à la Commission européenne en question

Huawei est membre de 22 associations listées dans le registre de transparence tenu par l'Union européenne dont certaines comme DigitalEurope, BusinessEurope et le Forum européen de l'Internet qui ont arrêté toute relation avec lui. D'autres réfléchissent à le faire et indiquent « surveiller la situation. » L'Organisation européenne de cybersécurité (ECISO) devrait déclarer ce 29 avril si elle continue ou pas ses relations avec Huawei. De son côté la GSMA, association qui représente les plus grands fournisseurs de téléphonie mobile, a maintenu Huawei en tant que membre et expliqué qu'elle ne « commenterait pas les enquêtes en cours menées par des tiers. » Le Parlement et la Commission envisagent par ailleurs d'interdire complètement l'utilisation des terminaux du fournisseur chinois sur leurs réseaux et applications in-



ternes. Bien que certains appareils aient déjà été limités à un usage professionnel, il n'existe toujours pas de règles claires concernant leur utilisation générale dans les locaux de l'UE. Le 20 mars dernier, 41 membres du Parlement européen ont exhorté dans une lettre la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, et la présidente du Parlement européen, Ro-

berta Metsola, à étendre l'interdiction à tous les terminaux de l'entreprise chinoise, à l'instar de ce qui s'est passé avec TikTok en 2023. « La société maintient une position de tolérance zéro à l'égard de la corruption. Comme toujours, nous nous engageons à respecter toutes les lois et réglementations applicables », avait expliqué Huawei dans une précédente déclaration.

FACE AUX INCERTITUDES ÉCONOMIQUES

Intel publie de mauvais résultats au T1 2025

Au premier trimestre 2025 Intel a enregistré une perte de 800 millions de dollars tandis que le groupe subit de plein fouet les conséquences des hausses de droits de douane qui impactent son business. Alors qu'un vaste plan de licenciements se prépare, le CEO réorganise le top management. Juste après IBM, c'est au tour d'Intel d'annoncer ses résultats pour son premier trimestre 2025. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ne sont pas bons. Sur les trois premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires a reculé en passant 12,72 Md\$ à 12,67 Md\$ et de nombreux indicateurs sont au rouge : le résultat net a plongé à -800 M\$ soit un doublement des pertes par rapport à la même période en 2024 et la marge brute a aussi glissé sur un an de 41 % à 36,9 %. La marge opérationnelle est toujours négative (-2,4 %) bien qu'elle s'améliore quand même par rapport à l'année dernière (8,4 %). La perte nette par action est de 0,32\$. « Le premier trimestre a été un pas dans la bonne direction, mais il n'y a pas de solution miracle alors que nous nous efforçons de reprendre le chemin de la conquête de parts de marché et de la croissance durable », a déclaré Lip-Bu Tan, CEO d'Intel. « Je prends des mesures rapides pour améliorer l'exécution et l'efficacité opérationnelle tout en donnant à nos ingénieurs les moyens de créer des produits de qualité. Nous revenons à l'essentiel en écoutant nos clients et en apportant les changements nécessaires pour construire le nouvel Intel. » L'activité Client Computing Group est en berne (-8 %) à 7,6 Md\$ mais ce n'est pas le cas de Data Center and AI Group qui a progressé de 8 % à 4,1 Md\$. Au global, la division Produits du groupe a reculé de

3 % à 11,8 Md\$ alors que Foundry a enregistré une croissance de 7 % à 4,7 Md\$. A l'heure où plane une réduction massive d'effectifs, l'avenir du groupe est par ailleurs entravé par les variations de la politique économique de l'administration Trump comme l'a indiqué jeudi le directeur financier d'Intel, David Zinsner à des analystes : « Les politiques commerciales très fluctuantes aux États-Unis et ailleurs, ainsi que les risques réglementaires, ont augmenté le risque de ralentissement économique et la probabilité d'une récession s'accroît ». Il ajoute, « il est donc plus difficile de prévoir nos résultats pour le trimestre et pour l'année, même si les facteurs fondamentaux de la croissance que j'ai évoqués précédemment restent intacts. »

Les anciennes puces préférées aux dernières

Dans ce contexte comment les clients d'Intel résistent-ils aux incertitudes sur les tarifs douaniers et à une éventuelle récession ? En achetant ses anciennes puces, et non ses dernières. Dans sa prise de parole, M. Zinsner a expliqué que la société a écoulé plus de puces Raptor Lake que Lunar Lake, ce qui suggère que les clients ont préféré les premières, plus performantes, lancées en 2023 par rapport à la génération suivante lancée en septembre dernier. Michelle Johnston Holthaus, qui a repris ses fonctions à la tête d'Intel Products après avoir été co-directrice générale de la société pendant la période qui a suivi le départ de l'ancien CEO Pat Gelsinger, abonde dans le sens du CFO en indiquant que les clients préféreraient les produits N-1 [d'année antérieure, ndlr]. « Ce que nous constatons réellement, c'est une demande beaucoup plus

forte de la part de nos clients pour des produits N-1 et N-2 afin qu'ils puissent continuer à proposer des systèmes à des prix que les consommateurs exigent vraiment », a déclaré Mme Holthaus. « Comme nous l'avons tous dit, les préoccupations macroéconomiques et les tarifs douaniers amènent tout le monde à se prémunir contre les risques liés à la gestion des stocks. Raptor Lake en fait partie. Meteor Lake et Lunar Lake sont également des excellents produits, mais ils s'accompagnent d'une structure de coûts beaucoup plus élevée, non seulement pour nous, mais aussi au niveau des prix des systèmes pour nos OEM. Ainsi, du point de vue des OEM, ils ont également, vous le savez, suivi ces courbes de coûts du point de vue du Raptor Lake, ce qui leur permet d'offrir ce produit à un meilleur prix. Je pense donc qu'il s'agit simplement de macroéconomie, de l'économie en général et de la façon dont ils se protègent. »

Intel mise gros sur Panther Lake

Entre-temps, Intel prépare le lancement de Panther Lake bénéficiant d'un processus de fabrication 18A pour la fin de l'année. Lip-Bu Tan, lors de sa première conférence téléphonique sur les résultats en tant que CEO d'Intel, a déclaré que Panther Lake serait disponible avant la fin de l'année, mais M. Zinsner a indiqué que le gros des livraisons aurait lieu en 2026. Les clients achèteront-ils Panther Lake s'ils ont ignoré les deux générations de puces précédentes, a demandé Stacy Rasgon, analyste chez Bernstein. « Le lancement de Panther Lake correspond exactement à ce que nous avons fait pour Meteor

Lake et Lunar Lake en ce qui concerne le calendrier », a répondu Mme Holthaus, réfutant ainsi l'idée que le lancement serait retardé. « Cela correspond donc parfaitement à la manière dont les clients souhaitent mettre leurs produits sur le marché. Panther Lake est un excellent produit, tant du point de vue des performances que du prix pour les clients. Je pense donc que nous assisterons à une forte adoption de ce produit. Nous constatons toujours une très forte demande commerciale pour les PC IA, car [les clients] déploient leurs flottes, effectuent leurs mises à niveau, veulent protéger leurs PC pour l'avenir et disposer de cette capacité d'IA. Si vous regardez nos rampes traditionnelles pour ces types de produits, nous avons tendance à aller plus vite dans le secteur entreprise d'abord, puis les consommateurs viennent ensuite. Il faudra donc voir où en est l'économie à la fin de l'année, mais je suis très optimiste en ce qui concerne le produit Panther Lake et les réactions de nos clients. »

Lip-Bu Tan réorganise sa garde rapprochée

Dans une note publique, le patron d'Intel a par ailleurs déclaré que le groupe allait « supprimer la complexité organisationnelle » en éliminant des couches de management et en demandant aux employés de travailler au bureau quatre jours par semaine ou plus. Nommé au poste de CEO d'Intel le 18 mars 2025, Lip-Bu Tan s'active pour remettre le groupe sur les rails. Dans un autre memo qu'à pu consulter Reuters, le CEO a annoncé qu'à partir de maintenant les responsables des principales entités du groupe à commencer par le vice-président de la division Data

Center Group (David Tuhy, ndlr) et le vice-présidente de Client Computing Group (Carla Rodriguez) qui rapportaient jusqu'à présent à la directrice des produits Intel, Michelle Johnston Holthaus, le feront directement auprès de lui. « Je veux retrousser mes manches avec les équipes d'ingénieurs et de produits afin d'apprendre ce qui est nécessaire pour renforcer nos solutions », a écrit M. Tan. « Alors que Michelle et moi conduisons ce travail, nous prévoyons d'évoluer et d'étendre son rôle, avec plus de détails à venir. » Lip-Bu Tan va aussi structurer sa garde rapprochée en promouvant, selon CRN, Sachin Katti qui occupait jusqu'alors responsable de l'activité Network and Edge Group, au poste de directeur de la technologie et de l'intelligence artificielle. Le directeur financier David Zinsner se voit confier "de nouvelles responsabilités", tandis que Pushkar Ranade est nommé chef de cabinet de Lip-Bu Tan, Jeff Dahncke directeur de la communication, et Anthony Lin, responsable d'Intel Capital. Victoria Holroyd-Fogg, vice-présidente des ressources humaines au sein de l'activité produits d'Intel, deviendrait la directrice intérimaire des ressources humaines, son prédécesseur Christy Pambianchi étant parti chez Caterpillar en tant que DRH groupe. Les membres actuels de l'équipe de direction dont les rôles et les responsabilités n'ont pas été modifiés sont Naga Chandrasekaran et Kevin O'Buckley, dirigeants d'Intel Foundry. Lip-Bu Tan a aussi expliqué que l'équipe de direction "travaillera ensemble dans les semaines et les mois à venir pour conduire la transformation culturelle nécessaire pour positionner [notre] entreprise sur la voie de la réussite future."

Quand l'automobile sentait la forêt



Vous vous souvenez des Woodyes ? Non, ce n'est pas une série pour enfants ni un groupe de rock des années 60, mais bien un style automobile mythique qui sent bon la forêt, le vernis et une certaine idée de l'Amérique insouciante d'après-guerre.

Mais pourquoi diable du bois sur une voiture ?

Dans les années 1920-1930, le bois était tout simplement plus économique que le métal pour fabriquer certaines parties de carrosserie, notamment sur les breaks destinés au transport de marchandises, d'écoliers, ou même de touristes. À l'époque, construire une voiture hybride entre un châssis métallique et une "cabine" en bois n'était pas seulement tendance : c'était pratique et moins coûteux. Sauf que, très vite, les Américains sont tombés amoureux de ce look unique. Le break en bois est devenu un symbole de réussite et d'aventure familiale, une sorte de SUV vintage avant l'heure.

Une véritable œuvre d'art roulante

Chaque voiture était presque unique : les panneaux de bois étaient travaillés à la main, souvent en érable, en noyer ou en frêne. Certains modèles, comme la légendaire Ford Country Squire ou la Chrysler Town & Country, offraient de véritables chefs-d'œuvre artisanaux sur quatre roues. À tel point que posséder un "Woodie" dans les années 40-50, c'était un peu comme un signe extérieur de bon goût et de "coolitude" tranquille.

Le revers de la médaille : l'entretien infernal

Si admirer un Woodie aujourd'hui déclenche généralement des sourires attendris, en posséder un à l'époque n'était pas de tout repos. Le bois, malgré les couches de vernis, avait une fâcheuse tendance à pourrir, gondoler ou se fendre. Entre les termites, l'humidité et les coups de soleil, l'entretien était un vrai job à plein temps. Pas étonnant qu'avec l'industrialisation de la production automobile et l'arrivée de nouveaux matériaux plus résistants dans les années 50, les "vrais" flancs en bois aient lentement disparu, remplacés par de simples décalcomanies imitation bois (oui, on vous voit les années 70 !).

Le Woodie aujourd'hui : entre nostalgie et collection

Aujourd'hui, un véritable Woodie restauré fait tourner toutes les têtes lors des rassemblements d'anciennes. Symbole du surf, de la Californie, de la liberté, ces voitures au charme désuet rappellent une époque où l'on prenait la route avec plus d'enthousiasme que de batterie sur son smartphone... Bref, le flanc en bois, c'est un peu comme une moustache bien taillée ou une platine vinyle : inutile, relativement capricieux... et absolument indispensable pour ceux qui aiment l'authenticité.

K2000 aurait-elle inspiré les voitures d'aujourd'hui ?

Dans les années 80, la série K2000 (Knight Rider pour les puristes) nous vendait du rêve : une voiture noire, ultra-sportive, bourrée de gadgets futuristes et capable de discuter avec son conducteur. À l'époque, c'était de la pure science-fiction. Mais quand on regarde nos voitures modernes... on se dit que KITT n'était peut-être pas si loin de la réalité.

La voiture qui parle... devenue réalité

Dans la série, KITT (la fameuse Pontiac Trans Am noire) pouvait parler, comprendre les ordres et même prendre des décisions. Aujourd'hui ? Entre Siri, Google Assistant et les systèmes embarqués comme Hey Mercedes, BMW Intelligent Personal Assistant ou Amazon Alexa intégrés aux véhicules, il est tout à fait normal de parler à sa voiture pour lui demander de régler la clim, lancer une navigation ou passer un appel. Pas encore de conversation philosophique sur le sens de la vie, mais avouez que c'est déjà pas mal.

Le tableau de bord façon vaisseau spatial

Le cockpit de KITT, c'était une explosion de boutons, d'écrans et de lumières multicolores. Aujourd'hui, les Tesla, Mercedes EQS et BMW Série 7 nous offrent des planches de bord remplies d'écrans géants, de commandes tactiles et d'effets de lumière d'ambiance. Moins kitsch, plus élégant (quoique), mais l'idée est la même : rendre la voiture aussi technologique qu'un vaisseau spatial. (Le bouton Turbo Boost en moins)

L'autonomie : bientôt comme KITT ?

KITT pouvait rouler toute seule, doubler des obstacles, se garer comme une



grande, venir chercher son conducteur à distance...

En 2025, nos voitures ne sont pas encore capables de tout faire seules (heureusement ?), mais entre le pilotage automatique, les parkings autonomes, et les premiers essais de véhicules 100 % autonomes, on s'en approche doucement.

La protection de l'habitable...

KITT était blindée, résistante aux balles et pouvait survivre à une explosion. Bon, là-dessus, nos voitures modernes sont encore un peu timides. Mais côté sécurité passive, airbags, châssis déformables, aides électroniques en pagaille : nos voi-

tures sont infiniment plus protectrices qu'à l'époque. KITT approuverait.

Alors, K2000, prophète automobile ?

Oui, en partie ! La série avait vu juste sur un tas de choses : l'importance de la connectivité, de l'autonomie, de l'intelligence artificielle embarquée, de l'interface Homme-Machine. Même si on est encore loin d'avoir une voiture aussi badass que KITT, le futur que nous promettait K2000 est déjà un peu notre présent. Et franchement, si demain une marque sortait une Pontiac Trans Am moderne avec voix intégrée et turbo boost, qui oserait dire non ?

Pourquoi les volants en bois ont disparu ?



Pendant des décennies, le volant en bois a symbolisé l'élégance et le raffinement automobile. Aujourd'hui, il est devenu un vestige du passé, réservé aux véhicules anciens ou aux voitures d'exception. Alors, pourquoi a-t-il disparu de nos voitures modernes ? Plongée dans une histoire faite de luxe... et d'évolutions techniques.

Le bois : un choix naturel à l'époque

Au début du XX^e siècle, l'automobile est encore un objet artisanal. Les constructeurs utilisent les matériaux nobles de l'époque : cuir, bois, laiton... Le bois s'impose pour les volants pour plusieurs raisons :
- Facile à travailler et à sculpter à la main.
- Léger, ce qui facilite la conduite.
- Harmonieux, car il s'accorde aux planches de bord également en bois précieux.
Sur une Bugatti Type 35, une

Rolls-Royce Phantom ou même une Citroën Traction haut de gamme, le volant en bois est une signature de distinction.

Un symbole autant esthétique que pratique

Malgré ses qualités, le bois a ses défauts :
- Fragilité : il peut se fissurer ou casser, surtout avec le temps, les variations de température, ou après un choc.
- Entretien : il faut le vernir régulièrement pour éviter qu'il ne sèche et se fendille.
À mesure que la vitesse des voitures augmente, les exigences de solidité deviennent plus fortes. Un volant cassé en pleine manœuvre ou lors d'un accident n'est évidemment pas acceptable...

L'arrivée du plastique et du cuir

À partir des années 1950, l'industrie automobile évolue : la voiture

devient un objet de grande consommation. Il faut produire vite, solide et pas cher. Le plastique moulé et le cuir synthétique font leur entrée. Ils sont :
- Plus résistants aux chocs.
- Moins sensibles à l'humidité ou à la chaleur.
- Moins coûteux à fabriquer à grande échelle.
Dans les années 70, même les marques premium abandonnent progressivement le bois massif au profit de matériaux plus modernes. Le volant devient un organe de sécurité, pas juste un bel objet.

La révolution des airbags : coup de grâce pour le bois

Dans les années 1990, l'airbag conducteur devient obligatoire dans de nombreux pays. Le volant change alors de rôle : il doit être capable d'encaisser une explosion contrôlée en quelques millisecondes. Un volant en bois plein n'est pas compatible car il risque-

rait de se briser sous la pression et ne permet pas une intégration fiable des modules d'airbag. Quasiement toutes les voitures du marché passent donc au volant en plastique ou en cuir, intégrant airbags, commandes audio, régulateur de vitesse, etc.

Mais il y eut quelques irréductibles...

Certaines marques n'ont pas totalement tiré un trait sur l'élégance du bois, même à l'ère des airbags. Notamment Alfa Romeo, qui a proposé des volants en bois en option sur plusieurs modèles équipés d'airbags, comme la 156 ou la GTV.

Comment est-ce possible ?

Simplement parce que ce n'était plus du bois massif, mais un habillage en bois sur une structure interne en métal ou en plastique renforcé, conçue pour éclater correctement lors du déclenchement de l'airbag. Ainsi, le charme vintage du bois restait présent... sans sacrifier la sécurité.

Le bois aujourd'hui : un luxe discret

De nos jours, certains constructeurs comme Rolls-Royce, Bentley ou Aston Martin continuent de proposer du bois dans leurs intérieurs, parfois même sur le volant... mais toujours sous forme de placage ultra-fin. Mais malgré tout, le volant en bois conserve un parfum d'élégance intemporelle, rappelant l'époque où conduire une voiture était une expérience presque aristocratique.

Automobiles				Poleon violent								Éclmer	
Assignations		Raillerie		Austral		Elève		Lettre grecque		Vantor		Uniques	
										Chaleur animale			
										À cheval (à)			
Bannières		Divinité égyptienne				Son rauque		Peinture religieuse					
		Longue période											
										Château de Diane			
										Argent			
Canton suisse				Falceau lumineux				Ajuste					
Inventé								Entaille					
				Agrandir								Magiciennes	
				Indulgence									
Étape maritime		Sereinemen	Beau perroquet		Grande école				Devant le notaire		Remplace le RMI		Agence spatiale
						Timide							
						Grande randonnée							
Encornet	Surface agricole				Enquiquineuses								
							Dieu (le)		Épila				
Ralenti	Brigandages		Deux romain		Liquide	Crochet de boucher					Vieux	Évêché normand	Légumineuse
						Île française			Femelle du lièvre				
									Économise				
Cordiale								Habiter					
Trou de boulin								Service hospitalier					
			Trou normand			Attirées							
			Volatiles										
Mère de Méricourt				Pour unir	Retirés					Titane	Prénom féminin		Autorisé
Complet													
						Publié						Petit rongeur	
						Préfecture des Hautes-Alpes							
Château de la Belle au bois dormant		Petit saint			Loque								
		Mot de notaire											
				Chameau						Humble rampant			
				Native									
Optique	Prénom anglais				Largeur d'étoffe		Argon		Seaborgium	Technique d'imagerie (initiales)			
	Quatre romain												
						Durées				Souverain			
Froissée						Souvent éternels							

Les moyens de renforcer la coopération examinés

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Wassim Kouidri, a reçu, dimanche à Alger, l'ambassadrice de l'Inde en Algérie, Mme Swati Vijay Kulkarni, avec laquelle il a examiné les moyens de développer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, en présence de représentants de l'entreprise indienne "FABTECH", spécialisée dans la réalisation d'infrastructures pour les usines pharmaceutiques, les deux parties ont passé en revue l'état et les perspectives des relations entre l'Algérie et l'Inde, précise la même source. Les deux parties ont également discuté des voies et moyens de développer les relations dans le domaine de l'industrie pharmaceutique à travers le transfert d'expertise et d'expériences entre opérateurs, notamment par la conclusion d'accords de partenariat et de coopération, conclut le communiqué.



GLISSEMENT DE TERRAIN À ORAN

Une délégation ministérielle se rend sur les lieux du drame

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a affirmé, dimanche, que le déplacement de la délégation ministérielle à Oran, suite au glissement de terrain survenu dans le quartier Sanaouer, faisant quatre morts et 13 blessés, a été ordonné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en vue de trouver des solutions aux sinistrés. S'adressant à des citoyens touchés par cet incident, M. Merad a indiqué que la délégation s'est déplacée sur instruction du président de la République pour s'assurer de l'état de santé des blessés et mettre en œuvre, progressivement, des solutions aux personnes impactées. Il a appelé les citoyens présents sur les lieux à coopérer avec l'organisme de contrôle technique de construction (CTC), chargé de recenser les habitants du site "Terrrain Chabat" dans le quartier Sanaouer et d'identifier ceux qui se trouvent en situation de danger, assurant que "les moyens nécessaires sont disponibles pour prendre en charge les sinistrés". Pour rappel, la délégation ministérielle dépêchée à Oran, suite au glissement de terrain, est composée du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, accompagnés du directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui et du directeur général de la Protection civile, Boualem Boughelaf. La délégation s'est également rendue au service des urgences médicales du CHU "Dr Benzerdjeb" d'Oran pour s'enquérir de l'état de santé des blessés et prendre connaissance de visu des conditions de leur prise en charge médicale. Une réunion est également prévue entre la délégation ministérielle et les autorités locales au siège de la wilaya afin de prendre les mesures nécessaires suite à cet incident.

Le Président Tebboune présente ses condoléances à la famille des victimes

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présenté, dimanche, ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille des quatre victimes qui ont péri dans un glissement de terrain, ayant entraîné l'effondrement de cinq habitations précaires dans la wilaya d'Oran. "C'est avec une grande affliction et une profonde tristesse que nous présentons nos sincères condoléances à la famille des quatre victimes qui ont tragiquement perdu la vie dans un glissement de terrain ayant entraîné l'effondrement de cinq habitations précaires à Oran", a écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux. Et d'ajouter: "En cette douloureuse épreuve, nous prions Dieu Tout Puissant d'entourer les défunts de Sa sainte miséricorde et d'accorder un prompt rétablissement à tous les blessés. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons".

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UN PAYS AFRICAIN IMPORTE DU PÉTROLE ALGÉRIEN
Deux cargaisons livrées au Nigeria

Par M A.

Dans un fait inédit depuis près de trois ans, l'Algérie a exporté du pétrole vers un pays africain, marquant ainsi un tournant discret mais notable dans la dynamique de ses flux énergétiques. En mars 2025, deux cargaisons ont été livrées au Nigeria, géant pétrolier d'Afrique de l'Ouest, qui devient ainsi le premier pays africain à importer du brut et des produits pétroliers algériens depuis mai 2022. Selon les données de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », l'Algérie a exporté vers Abuja un volume total de 1,38 million de barils durant le mois de mars, soit l'équivalent de 44 000 barils par jour. Cette livraison exceptionnelle s'est articulée autour de deux cargaisons distinctes : une première de pétrole brut estimée à 1,0234 million de barils, et une seconde de naphta, un dérivé pétrolier utilisé notamment dans la pétrochimie, d'un volume de 354 200 barils. Traditionnellement, les exportations algériennes de brut et de produits

pétroliers sont largement tournées vers l'Europe, avec la France en tête des clients (environ 75 000 barils par jour en mars dernier), suivie par l'Asie, tandis que l'Afrique restait jusqu'ici marginale. Cette transaction avec le Nigeria vient donc bouleverser, même à petite échelle, une configuration établie depuis longtemps. Ce rapprochement commercial survient dans un contexte particulier pour le Nigeria, qui malgré ses importantes réserves de pétrole, 37,28 milliards de barils à fin 2024, juste derrière la Libye (48,4 milliards) et bien devant l'Algérie (12,2 milliards), souffre toujours d'une grave crise de carburant. Le pays, pourtant premier producteur africain avec une extraction avoisinant les 1,4 million de barils par jour, fait face à de nombreuses difficultés, entre attaques contre les infrastructures pétrolières et vols massifs de brut. Pour tenter de juguler cette situation, le Nigeria mise depuis début 2024 sur la mise en service de la raffinerie Dangote, la plus grande d'Afrique, d'une capacité de 650 000 barils par jour. Toutefois, l'équili-

bre du marché intérieur reste fragile, expliquant la nécessité d'importations exceptionnelles de brut et de produits raffinés. Sur un plan plus large, les exportations algériennes de pétrole ont légèrement fléchi au cours du premier trimestre 2025. Elles ont atteint en moyenne 723 000 barils par jour, contre 757 000 barils par jour sur la même période en 2024. La répartition indique une prépondérance des produits pétroliers (378 000 barils/jour) sur le brut (345 000 barils/jour). Le naphta s'est affirmé comme le produit pétrolier le plus exporté par l'Algérie, avec une moyenne de 191 000 barils par jour, suivi par le fuel oil (101 000 barils par jour). Cette forte présence du naphta dans les cargaisons algériennes, notamment vers le Nigeria, souligne la diversification progressive des débouchés pour les produits pétroliers algériens. Quant aux principaux clients de l'Algérie au premier trimestre, la Corée du Sud arrive en tête, suivie par l'Espagne, confirmant la forte présence de l'Algérie sur les marchés asiatiques et européens.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Remise des documents de domiciliation bancaire à plusieurs importateurs

Plusieurs opérateurs économiques dans le domaine de l'importation ont reçu, dimanche, leurs documents de domiciliation bancaire, en vue de contribuer à l'approvisionnement régulier du marché national, en attendant la création des deux instances spécialisées dans l'encadrement des opérations d'importation et d'exportation, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des ex-

portations. L'opération qui a concerné nombre d'opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation des articles et cartables scolaires, de café, de levure de boulanger et du lait pour enfants, a été présidée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, en présence du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, précise le com-

muniqué. Cette démarche s'inscrit "dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, relatives à la dissolution de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), au renforcement de la transparence dans la gestion des opérations d'importation et à la régulation du marché national, jusqu'à la création des deux instances spécialisées, chargées respectivement de l'importation

et de l'exportation, en adéquation avec la nouvelle vision économique", ajoute la même source. L'opération de remise des certificats de domiciliation bancaire "se poursuivra la semaine prochaine, au profit d'autres opérateurs économiques pour certains produits essentiels, et ce jusqu'à l'organisation complète de l'opération et partant, garantir l'approvisionnement du marché national de tous les besoins".

FABRICATION DE MOULES ET DE SUPPORTS MÉTALLIQUES

Signature d'un partenariat entre SNS Holding et une société chinoise

Par S R.

La société nationale de production de tuyaux et de transformation des produits plats «Anabib», affiliée au groupe "SNS Holding", et la société chinoise «Dauphine d'Or» ont signé hier, un accord de partenariat dans le domaine de la fabrication de moules, de supports métalliques et de galvanisation par immersion et chauffage, indique le ministre de l'Industrie dans un communiqué. La cérémonie de signature

a eu lieu au siège du ministère, sous la supervision du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, en présence du directeur général du groupe "SNS Holding", Adel Khemane et de responsables du ministère. Dans une déclaration à la presse, le DG de SNS a souligné l'importance de cette initiative pour le renforcement des capacités industrielles nationales. Cet accord vise, en effet, à créer un Groupement d'Intérêts Commun (GIC) afin de mutualiser les ressources et les expertises, améliorer la performance

industrielle et renforcer la compétitivité, notamment dans les domaines de la fabrication de moules, des supports métalliques et de la galvanisation par immersion à chaud. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie du ministère visant à renforcer les capacités de production nationales et à localiser les industries stratégiques en Algérie, notamment la fabrication de différents types de moules et de supports métalliques, ainsi que l'activité de galvanisation par immersion et chauffage.